

EN PAGE 5

HALTE A LA GUERRE COLONIALISTE !

et
THÉORIE ET PRATIQUE DE L'INDÉPENDANCE NATIONALE - LE PROGRAMME ÉCONOMIQUE DE MENDÈS-FRANCE
LA GRÈVE DES DOCKERS BRITANNIQUES - LA YOUGOSLAVIE N'EST PLUS « FASCISTE » - LE CONGRÈS DU SYNDICAT
RENAULT - LA MANIFESTATION DES FONCTIONNAIRES, etc.

D'OCTOBRE 1917

A LA

RÉVOLUTION MONDIALE

EN PAGES 6 et 7

LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

LES SOCIALISTES N'ENTRENT PAS DANS LE GOUVERNEMENT BOURGEOIS

QU'ATTENDENT LE P.C.F. ET LE P.S. POUR PRÉPARER UN GOUVERNEMENT OUVRIER ?

D. Frank

EN 54 JOURS

Mort et résurrection de la C. E. D.

TUEE au mois d'août par un vote de l'Assemblée nationale, la C.E.D. renaissait 54 jours plus tard sous la forme des accords de Paris : les principales dispositions, en particulier le réarmement de l'Allemagne capitaliste, se retrouvaient inscrites dans un nouvel agencement des documents. Que va faire l'Assemblée nationale au mois de décembre prochain ? Seules des autruches peuvent feindre de l'ignorer : le Parlement français ratifiera.

Mais la pression populaire, le refus de tous les « bons Français » à la Herriot, Daladier, D. Mayer, Palewski, etc., d'accepter le réarmement allemand... ? Les représentants de la bourgeoisie française vont se satisfaire des quelques miettes que Mendès-France a ramassées chez les alliés occidentaux dans le tour de passe-passe qu'il a effectué. Les élus socialistes reflétant la petite bourgeoisie abasourdie par l'opération ont toute leur énergie dissipée. Les militants communistes s'aperçoivent de leur incapacité à remonter le courant. Pour ranimer leur ardeur, Thorez lui-même s'exprime dans « l'Humanité » : ce n'est pas, la première fois, dit-il en substance — que nous nous trouvons isolés et nous avons déjà surmonté cela ; la situation présente des éléments favorables ; mettez-vous au travail sans perdre une heure ! Si les exhortations pouvaient changer la situation, tout irait bien. Mais il faudra tout autre chose que des propos creux pour permettre aux militants communistes d'enregistrer une autre situation pour leur activité.

La surprise qu'éprouvent les militants communistes rejoint la surprise de la diplomatie soviétique qui, croyant la C.E.D. bien morte, a fait preuve d'une passivité que les commentateurs bourgeois ne parviennent pas à s'expliquer.

Mais il n'y a rien d'étonnant à ce qui vient de se produire et la source réside dans une conception essentielle des stalinien que ceux-ci, malgré les changements qui ont pu intervenir depuis la mort de Staline, ont gardée intangible. Selon eux, les contradictions inter-capitalistes sont, en fait plus grandes que l'opposition impérialisme-Etats anticapitalistes ; par suite, si la diplomatie soviétique d'une part, les partis communistes d'autre part, savent exploiter savamment les contradictions inter-capitalistes, la réalisation de la coalition capitaliste mondiale peut être empêchée, et la « coexistence pacifique » entre les deux systèmes sociaux sera assurée. Staline poussa même l'argumentation, dans son dernier article, jusqu'à parler de la possibilité d'une guerre entre Etats capitalistes, tandis que se maintiendrait la coexistence pacifique entre les Etats appartenant à des systèmes sociaux différents.

COMMENT les choses se présentent-elles à présent ? Y a-t-il une puissance ou un bloc de puissances susceptible de se dégager de l'emprise du capitalisme américain, de sorte que l'URSS, en coopération avec les autres Etats anticapitalistes, soit en état de manœuvrer entre les capitalismes rivaux ?

(SUITE EN DERNIÈRE PAGE)

MALGRE promesses démagogiques et rendez-vous répétés voici que les fonctionnaires place de l'Opéra disent nettement qu'ils ne se paieront pas de mots et veulent une réelle augmentation des salaires. Voici que dans le même temps le Parti socialiste répond aux avances que Mendès-France avait fait à certains de ses parlementaires, par une fin pratique de non-recevoir.

Il y a là de quoi teinter de pessimisme le rapport que « Mister France » va faire à Washington et de modération le jugement des impérialistes américains quand aux possibilités de leur « espoir » français !

Quand dix mille fonctionnaires même s'ils n'attaquent pas nommément la politique du gouvernement, descendent dans la rue pour réclamer leur dû, sait-on de quoi seront capables les métallos ?

Et quand un parti présentant des antécédents de participation à un gouvernement bourgeois aussi fournis que le P.S. refuse pratiquement de participer au gouvernement actuel, ne doit-on pas en conclure, même quand on voit les choses de Wall-Street que la politique de ce dernier est loin d'avoir suscité la large confiance sur laquelle on comptait pour permettre de poursuivre sans histoires la

par L. PERIER

nouvelle étape de préparation à la guerre ouverte par la renaissance de la C.E.D. ?

La profondeur de la crise sociale et la force du mouvement des masses se sont exprimés il y a un peu plus d'un an, en août 1953, avec une clarté telle que ce fut Mendès-France lui-même qui déclara alors « nous sommes en 1788 ». Dans une telle situation, qui ne s'est pas modifiée depuis ce moment, il faudrait, pour neutraliser ou dévier le profond désir de changement qui anime les travailleurs et les classes moyennes de ce pays, que le gouvernement soit capable d'accorder autre chose que le vent de ses promesses.

Le P.S., qui compte encore de fortes fédérations ouvrières et dont les électeurs se recrutent en majeure partie parmi les travailleurs et les classes moyennes, ne saurait, DANS UNE TELLE SITUATION, sans garanties expresses d'obtenir des réalisations concrètes, se lancer volontiers dans l'aventure d'une participation gouvernementale en risquant à coup sûr de se couper d'une grande partie de sa base. Après la manifestation des fonctionnaires, le mécontentement soulevé par le projet gouvernemental du budget des P.T.T., la profonde méfiance des travailleurs et des classes moyennes vis-à-vis du gouvernement commence à se montrer. C'est cette méfiance qui se reflète aussi dans les rangs du Parti socialiste et oblige sa direction à prendre des garanties d'avenir.

(SUITE EN DERNIÈRE PAGE).

Notre appel du numéro d'octobre n'aura pas été vain. Quelques jours seulement après sa parution, nous recevions des lettres de nos lecteurs. Beaucoup de sujets divers y sont traités, mais dans toutes une même exclamation : « La nouvelle formule de La Vérité des Travailleurs est une heureuse surprise, sa lecture est facilitée grandement par sa présentation attrayante et son format ».

Voilà des paroles qui justifient pleinement, s'il en était encore besoin, nos efforts, et nous prouvent que nous sommes sur le bon chemin.

Je ne voudrais traiter, cette fois, que d'une seule lettre. Elle traite des problèmes qui intéressent essentiellement l'administrateur. Ce sont ceux du lancement du journal, de sa diffusion, du développement de la vente.

Nous répondrons dans les numéros suivants à d'autres lettres traitant surtout du contenu du journal et de sa politique.

Laissons parler notre lecteur en donnant des extraits de sa lettre.

« Il m'a semblé que vous avez péché par excès dans le lancement de votre journal... Aussi, si prendre le risque d'une perte importante d'argent pour la diffusion du journal par le canal des messageries, afin d'assurer sa mise en vente dans le plus grand nombre possible de points de vente, dans le but de son lancement, était nécessaire, était le meilleur moyen pour trouver les lecteurs et sortir ainsi le journal et le parti de leur isolement, sa présentation sous un aspect « riche » était, par contre, une dépense gratuite, à moins de posséder la certitude de pouvoir assurer continuellement cette présentation.

« ...Aussi est-il bien certain qu'un journal d'avant-garde au petit tirage, qui passe par les messageries pour sa diffusion voit augmenter dans des proportions énormes les difficultés. Si, ajouté à cela, il se voit contraint de réduire son nombre de pages, d'abaisser la qualité de sa présentation, l'abandon de ses lecteurs est certain. La viabilité de l'exploitation d'un journal politique n'est assurée que par l'importance de ses sympathisants, gens sensibles autant à la forme qu'au contenu.

« ...Je n'ai voulu, par ces remarques, que souligner un danger et les difficultés de la diffusion par les kiosques. Peut-être, certainement même, vous connaissez ces difficultés, mais l'intérêt que je porte à votre journal a fait que je n'ai pu m'empêcher de vous les rappeler. »

Merci, cher lecteur, pour toutes ces remarques et pour l'intérêt porté à notre journal.

Essayons de répondre aux questions que soulève cette lettre.

Tout d'abord, avons-nous visé trop haut ? Nous ne le pensons pas.

Reprendre une diffusion plus large par les messageries devenait une nécessité absolue. Alors que nos idées, notre programme reçoivent chaque jour une vérification si éclatante, nous restions avec un journal qui ne joignait que quelques sympathisants.

Pour l'avant-garde surtout, qui comprend de mieux en mieux ces idées pour lesquelles nous luttons depuis de nombreuses années, il devenait impératif de pouvoir les développer plus largement, les rendre mieux assimilables. La présentation sous une forme attrayante, soignée, n'est pas non plus une question mineure.

La justesse des idées n'est pas tout, et rendre la lecture de notre journal facile, par un aspect typographique soigné, est un minimum que nous devons à nos lecteurs.

Nous avons voulu commenter les remarques de notre lecteur pour vous montrer à tous, lecteurs amis, sympathisants, les sentiments qui nous ont guidé pour réaliser cette nouvelle formule.

L'autre grande question : Pourrons-nous tenir ?

Oui, nous en avons la certitude. Et là encore, c'est vous, lecteurs et sympathisants qui nous l'avez fournie.

L'accueil que vous avez réservé au numéro d'octobre justifie tous nos espoirs.

Nous avons fait appel à vous pour connaître vos critiques, vos suggestions. Vous avez répondu et continuerez.

Aujourd'hui, mon appel sera de vous demander un autre soutien.

Vous allez dire encore : on le voit venir, il va nous demander de l'argent. Oui, bien sûr, vous avez deviné.

IL FAUT ASSOIER SOLIDEMENT NOTRE JOURNAL.

La voix du trotskysme doit aller en s'amplifiant, parvenir au cœur de la classe ouvrière, à tous ces militants des partis ouvriers, des syndicats qui sont l'avant-garde et pour qui nos idées vont de plus en plus correspondre à leur expérience.

Alors, amis, lecteurs, sympathisants, pas de retard. Envoyez votre abonnement, votre souscription. Faites connaître votre journal à vos camarades, qu'ils s'abonnent !

Nous ferons un journal meilleur avec votre appui.

L'ADMINISTRATEUR.

la vie du parti

REUNION PUBLIQUE

Ainsi que nous l'avions annoncé dans notre numéro d'octobre, notre Parti a tenu une réunion publique le vendredi 29 octobre, à la Mutualité.

Un camarade de notre Internationale, délégué par les étudiants de l'Université d'Architecture de Montevideo au Conseil Mondial de l'Union Internationale des Etudiants qui se tint cet été à Moscou, fit à cette réunion un exposé sur ses observations de voyage en URSS et en Allemagne Orientale et Tchécoslovaquie.

Cet exposé vivant et documenté, complété par des photographies prises au cours du voyage, intéressa vivement les auditeurs qui vinrent chercher à cette réunion la description vraiment fidèle à la réalité de l'U.R.S.S. d'aujourd'hui que lui fit notre camarade en ce qui concerne les aspects de cette réalité que son voyage lui avait permis de saisir, et que seul un marxiste révolutionnaire pouvait faire ainsi.

CONTRE LA REPRESSION ET LES MASSACRES EN ALGERIE

Le Bureau politique de notre Parti, en date du 8 novembre, a adressé à la presse une protestation dont nous citons les extraits suivants :

« Le Parti communiste internationaliste, Section Française de la IV^e Internationale,

S'élève avec indignation contre les mesures de guerre et la sanglante répression exercée à l'encontre du peuple Algérien en lutte

pour son indépendance, et ses organisations.

Flétrit les crimes commis en Algérie au nom de la « civilisation » et de la « justice » des colonialistes qui, depuis plus d'un siècle, maintiennent impunément le peuple algérien dans la plus atroce des misères, par la féroce exploitation et une répression ininterrompue.

Proteste contre les injustifiables déclarations faites par divers représentants du Gouvernement et qui prétendent dénier au peuple algérien ses droits de peuple libre de disposer de lui-même et à la nation algérienne son droit à l'indépendance totale.

Les déclarations assimilant l'Algérie à un quelconque département français ne feront pas oublier que, depuis sa conquête en 1830, le peuple de l'Algérie a manifesté à plusieurs reprises, par des soulèvements héroïques et une lutte continue pour sa liberté qu'il n'acceptait et n'accepte pas l'état d'oppression où l'a réduit cette conquête. La terrible répression qui suivit le dernier de ces soulèvements (1945) et qui s'est poursuivie depuis lors sous des formes diverses, n'a pas empêché que cette juste aspiration du peuple algérien à l'indépendance ne se manifeste à nouveau présentement, parallèlement à la lutte des autres peuples d'Afrique du Nord pour leur émancipation.

Le Bureau politique a également adressé aux grandes organisations ouvrières françaises un appel disant notamment :

« ... Dans de telles circonstances le devoir immédiat et pressant de toutes les organisations ouvrières et démocratiques de France est de s'unir pour interdire, avec l'appui de tous les travailleurs de ce pays, la poursuite des crimes commis par la bourgeoisie française et son gouvernement, contre le peuple algérien.

« AU NOM DE LA SOLIDARITE ETROITE FORGEE DANS DE NOMBREUSES LUTTES AU COUDE A COUDE DES TRAVAILLEURS NORD AFRICAINS ET FRANÇAIS,

AU NOM DE LA SOLIDARITE AVEC LES ORGANISATIONS DEMOCRATIQUES DU PEUPLE ALGERIEN INTERDITES ET PERSECUTEES PAR LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS,

AU NOM DU DROIT DU PEUPLE ALGERIEN A DISPOSER LIBREMENT DE LUI MEME,

Nous appelons toutes les organisations ouvrières et démocratiques de ce pays A ORGANISER EN COMMUN L'ACTION IMMEDIATE CONTRE LES CRIMES MONSTRUEUX COMMIS PAR L'IMPERIALISME FRANÇAIS EN ALGERIE, PAR MEETINGS, DELEGATIONS etc.

Nous appelons plus particulièrement le Comité Central du P.C.F. et le Comité-Directeur du P.S., les directions de la C.G.T. et de la C.G.T.-F.O. à s'unir pour organiser en commun une telle action... »

Un grand silence. — Après une entrevue avec Mendès-France, De Gaulle a annoncé son intention de dissoudre le R.P.F. le 4 décembre prochain à l'occasion d'une « Journée nationale ». Il devait faire une déclaration radio-diffusée. Il ne l'a pas faite. L'enterrement se fera donc sans doute dans la plus stricte intimité.

Encore un petit bout d'Empire qui s'en va. — Le 1^{er} novembre à l'aube les comptoirs français de l'Inde sont passés officiellement à l'Inde.

Entre les lignes de la Constitution. — Un bureau d'accueil pour le Nord-Africain ayant été ouvert à la gare de Lyon, M. Aujoulat, ministre du travail, a déclaré à cette occasion :

« L'immigration nord-africaine est un fait découlant de la Constitution elle-même, et il faut l'accepter comme tel ».

Quelle aimable façon de déguiser les vrais motifs de cette immigration, la misère et la famine atroces auxquelles le colonialisme réduit les travailleurs nord-africains, les obligeant à s'expatrier dans les pires conditions pour venir fournir de la main-d'œuvre à bon marché au capitalisme français. A moins que M. Aujoulat ne veuille avouer effectivement que la misère, la famine et la répression contre les peuples colonisés sont des « faits découlant de la Constitution » de l'impérialisme français ?

Projet Saint-Cyr pour une école... pas laïque. — Forts de leur succès sur la loi Barangé, les ennemis de la laïcité s'apprêtent à unir leurs votes sur le projet Saint-Cyr de subventionnement à l'enseignement agricole libre. Contre cette nouvelle atteinte à la laïcité les organisations syndicales et politiques de la classe ouvrière s'uniront et mèneront campagne. Le syndicat C.F.T.C. de l'Enseignement s'est déclaré prêt à se joindre à cette lutte. A la Commission de l'Assemblée un rapporteur socialiste a été désigné sur ce problème par les voix communistes et socialistes.

La police saisit « Le Libertaire ». — Ne pouvant tolérer qu'un journal défende « l'Algérie Libre » dans la « Libre » France, la police de l'actuel gouvernement « progressiste » a fait saisir « Le Libertaire ». De tels actes arbitraires n'empêcheront pas les travailleurs et leurs organisations de s'unir pour faire échec à la nouvelle sale guerre qui s'annonce.

Après le Congrès du M.L.P. — La Résolution générale adoptée à l'issue du récent Congrès du M.L.P., condamne « le caractère d'hypocrisie du gouvernement français affectant de considérer les Algériens en lutte pour leur indépendance comme des citoyens français en révolte illégale ». Par ailleurs, le M.L.P. reprend la proposition faite par le P.C.F. et un certain nombre de socialistes pour la réduction à quinze mois du temps de service militaire.

Liste de Souscription

Liste de souscription. — Liste 1.704: 1.250. Un ami du Maroc: 10.000. Liste 9012: 1.760. Réunion sympathisants: 1.720. R. L.: 70. TOTAL: 14.800

"Assainissement" de l'économie

AU PROFIT DU GRAND CAPITAL

Une discrétion suspecte

C'est l'été dernier que Mendès-France a obtenu du parlement de larges pouvoirs pour légiférer par décrets en matière économique et sociale. Jusqu'à présent, il n'a opéré que par bribes et le budget pour l'année 1955 est présenté par petits morceaux. L'explication officielle est que le gouvernement a été absorbé par des problèmes de politique extérieure et qu'il n'a donc pu mettre au point ses décisions sur d'autres plans. Mais cette explication ne tient pas debout. S'il est un domaine où Mendès-France a, plus que sur tout autre, des vues très précises, c'est bien celui qui a trait à l'économie de la France. Il suffit de se reporter au rapport qu'il écrivait jadis comme président de la Commission des comptes de la nation.

S'il manifeste tant de précautions, c'est parce qu'il ne veut pas montrer son jeu, qu'il sait le très précaire équilibre sur lequel il repose et qu'il ne veut pas susciter de fortes résistances de divers côtés.

Le Capitalisme français décadent...

Dans ce qu'il écrivait jadis, il montrait l'état arriéré, vétuste de l'économie française, tant dans le domaine de la production que dans celui de la distribution. Trop de petites entreprises mal outillées, mal organisées, produisant à des prix trop élevés par rapport au marché mondial. Et, depuis des années, toutes ou presque toutes les mesures économiques ont tendu à maintenir cet état de choses. Par rapport à de nombreux Etats capitalistes, la France recule relativement sur le plan économique. Ne comparons pas avec les Etats ouvriers où le développement économique connaît un essor formidable.

Or, s'il est le représentant au parlement de la population de Louviers, Mendès-France, est en fait le porte-parole politique de couches du grand capital qui comprennent que cette stagnation, ce marasme — même si la production augmente quelque peu — est la cause profonde de la crise de la société française et travaille pour le communisme autrement mieux que la politique de la direction du Parti communiste.

...Tente "d'assainir" son économie malade

Ces capitalistes plus modernes voudraient procéder à une profonde refonte de l'économie française, ce qu'ils appellent un « assainissement » de celle-ci. Il ne s'agit pas bien entendu de procéder à une planification, qui n'est possible qu'en portant atteinte à la propriété privée des trusts, des monopoles, des grandes entreprises tout d'abord. Leur programme est d'opérer une concentration, en éliminant les entreprises qui datent, en créant de nouvelles grandes entreprises modernes, en imposant des méthodes de travail nouvelles, etc.

Mais les difficultés pour réaliser un tel programme sont si nombreuses que celui-ci est pratiquement irréalisable. Tout d'abord ils ne peuvent pas l'exposer ouvertement. C'est le programme du grand capital et toutes les autres couches de la société s'y opposeraient. Au lieu de susciter un élan national, les résistances se manifesteraient partout, du petit commerçant pour défendre son fonds à l'ouvrier qui n'a aucune raison de permettre à l'ennemi de classe de concentrer ses forces.

Lait sucré contre alcool

Aussi, Mendès-France est-il obligé de procéder par mesures limitées, en essayant de dissocier les diverses couches, les diverses classes, les divers intérêts afin de pouvoir remplir un rôle d'arbitre.

Ainsi s'explique l'affaire de l'alcool de betteraves : il a frappé où combien légèrement, un secteur où ce n'était pas le scandale qui débordait (on n'est plus à un scandale près !) mais les fûts et les réservoirs des distilleries. Avec un peu de démagogie sur le lait sucré, il a fait appel à l'opinion publique en sa faveur dans cette affaire.

Fonds spéciaux

Mais c'est un jeu qui ne peut se poursuivre ailleurs. Alors pour aider à des transformations, à des concentrations, des fonds spéciaux ont été créés par décrets. Deux d'entre eux (conversion de l'industrie, décentralisation industrielle) ont pour objet de fournir des prêts à des entreprises. Ce sont de très hauts fonctionnaires qui les gèreront de très hauts fonctionnaires liés par mille liens solides au grand capital. Un autre fonds est destiné au « reclassement de la main-d'œuvre ». Il a pour but de fournir des sommes pour la « réadaptation professionnelle du personnel licencié ou mis à pied » des entreprises qui, par suite des autres dispositions, cesseront leur activité et de payer « des indemnités de transfert de domicile... au personnel licencié ou mis à pied... qui accepterait un nouvel emploi ». Les syndicats ouvriers seraient, paraît-il, associés au fonctionnement de ce fonds. Il est clair que, dans ce cas, il s'agit d'une mesure destinée à atténuer les conséquences du chômage, au moins temporaire, résultant des transformations industrielles projetées.

Tout ceci ne mène pas loin...

Le gouvernement a également manifesté l'intention de procéder à des investissements en Afrique et d'accroître certains investissements en France, mais aucun chiffre n'a été encore fourni. Tout ce qu'on sait jusqu'à présent ne permet pas de penser à des projets de grande ampleur. Cela n'a rien d'étonnant. Mendès-France travaille pour le grand capital, non contre lui, et malgré toute « l'intelligence » que lui ont reconnue certains progressistes bien mal avisés, il est dans l'impossibilité de trouver une solution à la crise du capitalisme français.

...Sinon à exploiter encore davantage les travailleurs

Sur le plan social, ses ressources manœuvrières sont plus grandes, bien qu'elles aussi ne mèneront pas loin. Il insiste auprès du patronat pour cesser son obstruction à la signature de contrats collectifs et profiter de la conjoncture actuelle pour signer des conventions les moins favorables pour les ouvriers.

Vis-à-vis des fonctionnaires, il a montré ce que signifiait pour lui la revalorisation des traitements, quelques centaines de francs par mois au bas de l'échelle, des sommes de l'ordre de dix mille par mois et plus pour qui gagne déjà près de cent mille francs. Ainsi, toutes les arguties des dirigeants syndicaux, toutes les astuces pour associer, paraît-il, les cadres supérieurs aux fonctionnaires petits et moyens sont retournées par Mendès-France contre ceux-ci. La hiérarchie ne sera plus « écrasée », le lampiste continuera de l'être.

Au programme des Capitalistes...

Ce que fait Mendès-France est sensiblement le maximum de ce que peut faire un gouvernement capitaliste en France à l'heure actuelle, à savoir donner un coup de main pour renforcer quelques entreprises, en liquider quelques autres, éviter en même temps un chômage trop étendu, apporter tout au plus quelques maigres palliatifs à l'agriculture et au commerce.

Sur ce plan, le gouvernement Mendès-France ne rencontrera, de la part de la bourgeoisie, pas de véritable opposition, sauf des résistances d'intérêts particuliers dans quelques cas.

...Il faut opposer le programme des ouvriers et des paysans

Mendès-France se refusant à des améliorations un peu substantielles pour les masses, le Parti socialiste hésite à entrer dans le gouvernement précisément parce qu'il est pris entre le souci de ne pas toucher au régime

capitaliste et les intérêts de sa clientèle électorale.

Quant au Parti communiste, s'il vient de publier un livre intéressant sur les trusts, il n'a plus de politique générale. Voici quelques années, le programme de Gennevilliers s'il n'était pas un programme anticapitaliste, du moins il existait. Aujourd'hui, en dehors de la lutte contre le réarmement allemand — et les revendications de salaires de la part de la C.G.T. — il n'y a plus de programme et, bien entendu, plus d'objectif gouvernemental lié à la réalisation d'un programme. Tout se limite à la dénonciation du réarmement de l'Allemagne. Les interventions des élus du P.C.F. sont également très étiquées.

C'est un programme d'ensemble dont les masses ont besoin, portant atteinte aux trusts, aux préparatifs de guerre, organisant l'économie au service des travailleurs. Un programme qui pourra seulement être réalisé par un gouvernement des partis ouvriers, s'appuyant sur les masses organisées à l'entreprise et dans les localités.

C. HENRY.

Place aux Jeunes !

Tout le monde pensait, au début de ce mois, que Mendès-France allait s'attaquer au problème de la jeunesse. La nouvelle de la création d'un « grand ministère de la jeunesse » était lancée et l'on voyait des personnages s'affairant soudain autour de la question. Ici, M. Jacques Balland, secrétaire de l'Union nationale des Etudiants, là, quelques messieurs autour de l'hebdomadaire l'Express convoquaient réunions sur réunions en chantant sur tous les tons leur compétence et leur dévouement à la cause de la jeunesse.

Depuis, le « grand ministère » s'est rétréci, et le 13 novembre se réduisit à une note officielle. Elle précisait les fonctions de M. Mounet, nouveau secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, qui est chargé de « coordonner l'action gouvernementale en faveur de la jeunesse ». Il donnera « l'impulsion souhaitée » aux commissions permanentes créées dans les ministères intéressés.

L'opposition qui s'est révélée dans les mouvements de jeunesse, y compris dans l'U.N.E.F., a dégonflé le « grand ministère » qui se camoufle aujourd'hui sous les traits d'un secrétariat d'Etat qui n'ose pas avouer son nom.

En réalité, Mendès-France voudrait obtenir l'appui des mouvements et de la jeunesse travailleuse à son expérience.

Le seul ennui, pour Mister France, est que la jeunesse travailleuse et étudiante n'est pas prête à soutenir une expérience gouvernementale qui n'apporte aucune solution à leurs problèmes.

Ceux-ci, les jeunes les posent constamment dans la vie de tous les jours.

La jeunesse a des revendications particulières, droit au métier, au travail, à l'instruction, aux loisirs, qui rejoignent les revendications d'ensemble des travailleurs.

Pour les satisfaire, il faut toucher à tout l'édifice capitaliste. Comment donner du travail à tous les jeunes, leur permettre de continuer librement leurs études, leur laisser le choix d'un métier, leur permettre de se loger. Alors que le programme gouvernemental va dans un autre sens.

Résoudre les problèmes de la jeunesse, c'est donner des crédits qui permettent de construire des logements, d'assurer un présalaire aux étudiants, d'ouvrir des écoles d'apprentissage, de construire des stades, des piscines, des terrains de jeux. Cela est contraire aux préoccupations actuelles du gouvernement bourgeois, qui n'a en vue qu'un renforcement des crédits ou la distribution aux grands capitalistes des fonds nécessaires pour tenter un « redressement » de leur appareil de production et de leurs profits pour écraser le magnifique mouvement des Nord-Africains.

Là encore, la duperie de Mendès-France doit être dénoncée. La jeunesse n'a pas besoin de la dangereuse aile protectrice de Mendès-France. Elle veut avant tout la satisfaction de ses revendications. Elle attend également que les grands partis ouvriers lui ouvrent une perspective d'avenir.

P. GIRAUD.

« ...comme mot d'ordre de politique actuelle, le gouvernement ouvrier présente la plus grande importance dans les pays où la situation de la société bourgeoise est particulièrement peu sûre, où le rapport des forces entre les partis ouvriers et la bourgeoisie met la solution de la question du gouvernement ouvrier à l'ordre du jour comme une nécessité politique. »

« Dans ces pays, le mot d'ordre du « gouvernement ouvrier » est une conséquence inévitable de toute la tactique du front unique, »

« Les partis de la II^e internationale cherchent, dans ces pays, à « sauver » la situation en prêchant et en réalisant la coalition des bourgeois et des social-démocrates... A la coalition ouverte ou masquée bourgeoise et social-démocrate, les communistes opposent le front unique de tous les partis ouvriers contre le pouvoir bourgeois pour le renversement définitif de ce dernier... »

4^e Congrès de l'Internationale Communiste (novembre 1922)
Résolution sur la tactique de l'I. C.

Sur la pointe des Pieds...

Le 15 octobre s'est réuni, pour la première fois depuis le Congrès d'Ivry, le Comité central du P.C.F. Rarement cet organisme a eu aussi peu de publicité dans la presse de ce parti. Le rapport de Casanova, la résolution ont été publiés. Mais silence sur l'intervention de Thorez, sur le discours de clôture de Duclos, sur les peu nombreuses interventions d'une session hâtivement close.

Rien ne caractérise davantage le lourd malaise qui sévit dans les sections et cellules. La direction, consciente de ce fait et craignant de vives réactions, traite ce parti comme un malade autour duquel on marche sur la pointe des pieds pour ne pas troubler son repos.

Dans le rapport et la résolution, aucun des vrais problèmes ne fut traité. Pourquoi le P.C. a-t-il voté la confiance à Mendès-France ? Pourquoi a-t-il soutenu la politique coloniale en Tunisie ? Comment se fait-il qu'on assiste à présent à une apathie largement répandue ? Pourquoi, les accords de Londres et de Paris reprenant le contenu de la C.E.D., ne suscitent-ils pas les mêmes résistances ?

La direction du P.C.F. ne peut aborder ces questions sans se condamner impitoyablement. Elle pense que le temps fera oublier ses mois de confiance au plus roublard des politiciens bourgeois. Elle espère aussi franchir cette passe difficile avec des mots. Quelques jours après le C.C., Thorez écrit un long article destiné à ranimer les membres du P.C.F. Sur deux colonnes de l'Humanité, il est venu dire que l'isolement est une vieille connaissance qui n'a pas empêché que viennent des jours meilleurs, que tous les bons et honnêtes Français ne peuvent être que contre le réarmement allemand, le tout pour finir par un court paragraphe : si personne ne perd une heure...

Les militants communistes utilisent tout leur temps pour leur Parti, ils ne sont pas tous devenus des incapables, oublieux des décisions. Les masses ne sont pas plus satisfaites de leur sort. Si on assiste à présent à une situation générale de passivité, ce n'est pas en disant : au travail, même si c'est Thorez lui-même qui le dit, que les choses changeront. Pour comprendre comment on en est arrivé là, il faudrait une sérieuse « critique et autocritique », une critique qui mette en cause le saint des saints : la politique suivie par la direction depuis des années, nationalement et internationalement.

La direction cherche à surmonter la situation par des moyens bureaucratiques. Mais l'expérience — après tant d'autres — ne sera pas facile à avaler. Les militants communistes veulent comprendre afin de sortir d'une telle situation. Dans le malaise actuel, ils aspireront à une large discussion, qui ne soit pas étreinte aux cadres fixés par la direction.

Une nouvelle session du C.C. a été tenue dans les mêmes conditions : discrétion sur la discussion, sujet limité à un point, escamotant la situation politique et, par suite, la politique du Parti.

Toutefois, le sujet même, l'Humanité, ne vient pas par hasard. Il y a eu non seulement la baisse de la vente et aussi de très nombreuses critiques au sein du Parti. Combien de membres approuvent la « ligne générale » telle qu'elle est formulée dans les rapports des Thorez, Duclos... et, sans le savoir, ne peuvent avaler son expression sous la présentation de l'Humanité !

Mais le rapport de Fajon a exprimé aussi l'inquiétude de la direction sur le fait qu'outre les lecteurs perdus, un nombre croissant de militants complètent la lecture de l'Humanité par celle d'un journal bourgeois, pour y trouver des informations. Il ne s'agit pas des militants les moins attachés au Parti, mais de ceux qui sont les plus politisés. Quelles informations cherchent-ils ? Bien entendu, pas celles fabriquées par les services de l'Intérieur, mais avant tout des informations sérieuses sur ce qui se passe en U.R.S.S., dans les démocraties populaires, etc., car la direction du P.C.F. est incapable de donner une explication tant soit peu cohérente sur ces questions.

THEORIE ET PRATIQUE DE "L'INDEPENDANCE NATIONALE"

I

Depuis bientôt vingt ans, les dirigeants du P.C.F. mettent au centre de leur propagande et fixent comme objectif de la lutte :

L'INDEPENDANCE NATIONALE

Comment faut-il l'entendre ?

C'est l'union de tous les Français, y compris une partie plus ou moins importante de la bourgeoisie, selon les vœux et les espérances du P.C.F. Maurice Thorez résume ce point de vue dans une préface à ses œuvres publiées au Japon (L'Humanité, du 15 octobre 1954) :

« Ne nous guidant que sur le seul intérêt de la France, sans aucun sectarisme et tout en restant résolument fidèles à nos principes, nous n'avons jamais ménagé notre concours ni notre appui à ceux qu'animait avant tout le souci de la Patrie. »

A THEORIE DE L'INDEPENDANCE NATIONALE
D'APRES MAURICE THOREZ : UNION AVEC LA BOURGEOISIE

Non seulement Maurice Thorez prétend que cette politique n'est pas opposée aux principes (il écrit en effet « tout en restant fidèles à nos principes ») mais il la présente comme une conséquence de la théorie marxiste. A cet effet, il cite un passage du « Manifeste du Parti Communiste », de Marx et Engels :

Le prolétariat doit « s'ériger en classe dirigeante de la nation, devenir lui-même la nation ».

Ce texte pourrait, dans l'esprit de Maurice Thorez, justifier l'idée que les dirigeants du P.C.F. se font du rôle national de la classe ouvrière : collaboration avec qui que ce soit pour la défense de la patrie.

Or, ce n'est pas du tout le point de vue des auteurs du Manifeste.

LA VERITABLE THEORIE MARXISTE ET LENINISTE DE LA NATION

La citation de Maurice Thorez est tout à fait incomplète. Nous reproduisons la phrase tout entière pour en faire un commentaire qui n'ira pas du tout dans le sens désiré par le Secrétaire général du P.C.F.

« Comme le prolétariat de chaque pays doit en premier lieu conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe nationalelement dirigeante, devenir lui-même la nation, il est encore par là national, quoique nullement au sens bourgeois du mot. »

(P. 25 de l'édition du Manifeste publiée en 1947 par les Editions sociales.)

Ainsi donc pour les marxistes, le rôle national de la classe ouvrière se confond avec son pouvoir politique et la lutte pour ce pouvoir politique.

Sans doute la nation est une réalité. Elle est le cadre dans lequel se déroule la lutte des classes, et ce cadre particularise le prolétariat d'un pays par rapport à celui d'un autre pays. Elle est le cadre dans lequel le prolétariat et les classes moyennes luttent pour le renversement du pouvoir bourgeois.

La direction du P.C.F. a fréquemment fait sien le mot d'ordre de « La patrie en danger », et tout récemment encore. Jamais une telle formulation ne s'est trouvée sous la plume de Marx ou de Lénine. Avant de prendre le pouvoir au nom des ouvriers et des petits paysans, les bolcheviks n'ont jamais fait de l'agitation sur une formule d'indépendance nationale. Ce n'est que lorsque le pouvoir des féodaux et de la bourgeoisie eût été brisé que les bolcheviks, pendant la guerre civile et l'intervention étrangère, lancèrent le mot d'ordre de la patrie SOCIALISTE en danger. Ce mot d'ordre était correct parce que les ouvriers et les paysans défendaient LEUR Etat.

Lénine, que Maurice Thorez se garde bien de citer dans la préface qu'il a écrit pour les lecteurs japonais, a condamné formellement l'emploi de mots d'ordre comme : « La patrie en danger », « lutte pour l'indépendance nationale », dans un magnifique texte qui a été reproduit dans les Cahiers du Communisme du mois de mars 1954 : « Les Enseignements de la Commune ».

Dans ce texte Lénine écrit :

« ...et Blanqui, par exemple, révolutionnaire incontestable et adepte fervent du socialisme, ne trouva pas pour son journal de titre mieux approprié que ce cri bourgeois : la patrie en danger. » (p. 353).

Et plus loin :

« La réunion de ces deux objectifs contradictoires — patriotisme et socialisme — fut l'erreur fatale des socialistes français. Déjà dans le Manifeste de l'Internationale, en septembre 1870, Marx mettait le prolétariat français en garde contre l'engouement pour l'idée nationale mensongère. » (p. 354).

Pour comprendre le problème national, il faut d'ailleurs faire une distinction entre les pays coloniaux et sous-développés et les métropoles. Dans les premiers, le mot d'ordre d'indépendance nationale est justifié, car il s'agit de créer un marché national. Et cela ne peut être fait que si l'on met fin à l'exploitation de l'impérialisme des grands pays capitalistes. Toute lutte nationale revêt dans ces pays un caractère anti-impérialiste donc progressif. C'est le cas notamment de l'Egypte, de l'Inde, des pays de l'Afrique du Nord et des pays de l'Amérique latine. Mais la réalité économique et politique est tout autre en France où la classe au pouvoir se repaît de l'exploitation impérialiste des pays sous développés et de ses colonies, sans compter l'exploitation des ouvriers de la métropole. Le fait que l'impérialisme américain cherche à évincer les autres impérialismes ne change rien à ce fait, car il existe une solidarité de toutes les bourgeoisies nationales dans l'exploitation des peuples.

En France, le marché national est créé depuis longtemps. L'unification du pays a été réalisée par la révolution bourgeoise de 1789-1793. Ce sont des tâches analogues qui se posent maintenant dans les pays coloniaux et sous développés, à cette différence que ces tâches à l'heure actuelle pour ces pays, ne peuvent véritablement se réaliser que sous la direction d'un parti ouvrier (comme c'est le cas en Chine ou au Vietnam).

Ce ne sont plus ces tâches, déjà réalisées en France, qui doivent être l'objectif des ouvriers français. Nous citons Lénine :

« ...de profonds changements s'étaient produits depuis la grande révolution, les contradictions de classe s'étaient aggravées et si la lutte entre la réaction de toute l'Europe unissait alors l'ensemble de la nation révolutionnaire, en revanche aujourd'hui le prolétariat ne peut plus lier ses intérêts à ceux des autres classes qui lui sont hostiles. Que la bourgeoisie porte la responsabilité de l'humiliation nationale ! L'affaire du prolétariat est de lutter pour affranchir le travail du joug de la bourgeoisie, par le socialisme. » (p. 354).

Faire abstraction des conditions économiques et politiques pour appliquer sans distinction et en tous lieux le mot d'ordre d'indépendance nationale, c'est tourner le dos au marxisme, c'est, de ce fait, tourner le dos à une politique véritablement en faveur des travailleurs.

(A SUIVRE.)

Halte à la Guerre colonialiste

par R. LEBLOND

L'ARMEE française, une fois de plus, se couvre de gloire aux dépens d'un peuple opprimé. Elle prend d'assaut gourbis et douars et fait étalage de toute sa science du « ratissage » au « peigne fin ». L'expérience du Vietnam, de la Tunisie, de Corée témoigne que l'impérialisme, en dépit de ses armes modernes et de sa supériorité technique et matérielle, en dépit de sa répression et de ses massacres

monstrueux, part battu dans ce genre de conflit. On a beau avoir de gros bras, on ne rame pas impunément contre l'histoire, même en y consacrant des moyens matériels puissants. La force des armes peut accumuler les ruines, accroître terriblement le nombre des victimes, elle peut reculer les échéances, mais elle ne veut vaincre durablement la volonté de tout un peuple qui combat pour une cause juste.

LA CALME ALGERIE

L'ECLATEMENT de la crise algérienne ne peut constituer une surprise que pour ceux qui se laissent prendre aux déclarations des représentants officiels du colonialisme. Les signes précurseurs de la tempête ne manquaient pas au cours des dernières semaines. Les manifestations de masse qui accueillirent M. Mitterand en Algérie étaient symptomatiques du climat des larges couches. La victoire du Vietnam, le recul élastique de l'impérialisme en Tunisie, tout provisoire et précaire qu'il soit, ne pouvaient rester sans effet sur le peuple algérien acculé à une situation dramatique et sans issue.

Le décalage de la situation de l'Algérie par rapport au Maroc et à la Tunisie au cours de l'année écoulée ne traduit en aucune fa-

çon un état de choses moins désastreux dans ce pays, ni une maturité moindre des militants du mouvement national. C'est même exactement le contraire qui est vrai. L'Algérie a été colonisée de plus ancienne date, de fond en comble, et au point d'être réduite en « département français ». On a voulu dépersonnaliser entièrement le pays et ses habitants. Le mouvement national algérien a toujours été en pointe ; c'est un mouvement de masse par excellence qui revêt même un caractère prolétarien très marqué.

L'éclatement plus tardif d'un conflit ouvert provient en premier lieu de l'enjeu plus considérable de la lutte en Algérie qui tient, et de sa position de pivot stratégique, et de son statut juridique différent.

Les ADVERSAIRES de la VIOLENCE

N'EN déplaise aux démocrates « anticapitalistes » et à *Franco-Tireur* auxquels fait écho le *Populaire* l'extrémisme, la violence, sont le fait du colonialisme. Le destin du peuple algérien et son seul droit serait-il de se laisser amener docilement à l'abattoir ? Ces messieurs réclament que l'on châtie les responsables « et rien que les responsables », ils préconisent que la répression soit menée avec discernement. La réalisation des aspirations légitimes du peuple algérien est pour eux affaire de bon sens, de diplomatie patiente autour du tapis vert, dans le cadre inaltérable du droit colonialiste. Pauvres gens qui veulent calmer leurs scrupules « socialistes », tout en préservant les intérêts fondamentaux d'une France capitaliste qui,

sans ses colonies et sans l'Afrique du Nord notamment, serait réduite au rang d'une Belgique.

Est-il un seul peuple au monde qui se soit affranchi de ses chaînes sans recourir à la violence pour mettre fin à la violence de ses oppresseurs ?

L'émancipation totale du Maghreb signifie sans aucun doute la déchéance et la débâcle de l'impérialisme français. Il n'y a pas lieu de le cacher. Tous ceux qui resteront préoccupés de la sauvegarde de l'impérialisme français sombreront avec lui, car cet impérialisme est condamné par l'histoire, il n'a aucune issue. Il n'y a pas de solution à la situation française. Hors la solution socialiste. Et ceci non dans un avenir de plusieurs décades.

UNE SITUATION "EXTREMISTE"

L'ECLATEMENT de la lutte armée est la rançon de la politique de tromperie, d'arbitraire et de répression incessante menée en Algérie depuis la « libération » par les gouvernements successifs, fussent-ils à participation socialiste ou communiste. Aux problèmes politiques, économiques, sociaux de vaste envergure qui se posent dans ce pays, on a répondu par des remèdes dérisoires qui eux-mêmes furent bafoués.

Le problème algérien est simple : une population qui s'accroît de 250.000 unités par an n'a ni débouchés dans les campagnes, où les meilleures et les plus vastes terres lui ont été ravies par la colonisation, ni dans les villes où l'impérialisme fait obstacle à l'édi-

fication d'une industrie qui serait le seul gage de développement du pays. On naît déclassé dans ce pays et on est condamné à le rester toute sa vie. D'où l'émigration de la faim en direction de la métropole.

Cette situation se double d'une discrimination raciale permanente, d'une oppression nationale, de la répression.

Il n'y a pas de solution à ces problèmes hors l'abolition du régime colonialiste. Ce n'est pas émettre une revendication extrémiste, démagogique, c'est la seule revendication réaliste et réelle. Rien ne peut être réglé en Algérie tant que ce pays restera soumis à l'exploitation de la France, tant qu'il ne pourra librement disposer de son sort.

UNE NOUVELLE DIRECTION SE FORGE

LA création des maquis algériens est par ailleurs l'expression d'une crise politique au sein du mouvement national tout comme c'est le cas en Tunisie. Cette crise n'est pas à nos yeux une maladie honteuse car elle ne fait qu'exprimer les difficultés considérables de la lutte dans une conjoncture particulière.

Il n'est pas douteux par exemple que la politique des tractations diplomatiques avec la bourgeoisie française, pratiquée depuis 1945 par le Néo-Destour et l'Istiqlal a fait faillite, en ce sens qu'elle n'a pas pu empêcher la détérioration de la situation en Tunisie et au Maroc.

De même l'expérience parlementaire du M.T.L.D. porta peu de fruits et sa carence dans le domaine syndical réduisit l'efficacité de son action. Cette action devait, par ailleurs, s'intégrer dans la conjoncture internationale et dans les

grands courants libérateurs de notre époque. Autant de problèmes délicats et difficiles à résoudre, compte tenu de l'expérience négative réalisée avec les grands partis ouvriers français qui poignardèrent le mouvement national en 1936 et en 1945 et le soutinrent peu ou pas dans les dernières années.

Faut-il s'étonner dans ces conditions de la crise que connut le M.T.L.D. ? Ce mouvement comprend un grand nombre de militants expérimentés et éprouvés. Beaucoup sont pourchassés, vivent dans la clandestinité depuis des années. L'exemple du Vietnam, de la Tunisie est là qui leur prouve que l'on peut tenir tête au colonialisme, voire le mettre en échec. La tactique menée jusqu'alors ne s'avère pas payante à leurs yeux.

Le mouvement ouvrier français qui n'a pas accordé au M.T.L.D. le soutien qui lui était dû, se trouve en tout cas mal placé pour lui faire la leçon.

VERS L'UNITE DE MAGHREB

LA lutte sera dure en Algérie plus que partout ailleurs. C'est qu'il s'agit de l'épine dorsale de l'Afrique du Nord et même du reste de l'Afrique. La population française y est particulièrement nombreuse et les intérêts capitalistes particulièrement importants.

Les déclarations énergiques de M. Mitterand ne laissent plus de doute sur les intentions du gouvernement. Les bourgeois dits intelligents montreront qu'ils manient aussi bien la trique que les autres. Leur intelligence ne les empêche pas de nier l'évidence, de proférer des âneries, de décréter que l'Algérie est territoire français, comme l'Auvergne ou l'Ile-de-France

et qu'il ne s'y pose pas de question nationale.

L'Afrique du Nord tend à être une de son indépendance réelle ne saurait s'accomplir que dans le cadre de l'unité du Maghreb. Quelles que soient les vicissitudes d'une lutte difficile, le combat pour l'émancipation du Maghreb est entré depuis le 1^{er} novembre dans un nouveau stade.

L'interdiction du M.T.L.D., l'arrestation de centaines de ses membres et de ses dirigeants n'y changera rien.

Le prolétariat français ne peut assister passivement au déferlement de la répression impérialiste. Ses organisations doivent engager une action efficace pour :

— LA CESSATION DE LA REPRESSION CONTRE LE M.T.L.D. ET TOUS LES MILITANTS ALGERIENS !

— LA LEVEE DE L'INTERDICTION DU M.T.L.D. ET LA LIBRE PARUTION DE LA PRESSE ALGERIENNE !

— LA LIBERATION DES MILITANTS INCARCERES !

— LA CESSATION DES OPERATIONS MILITAIRES ET LE RETRAIT DES RENFORTS EXPEDIES EN ALGERIE.

— LA LIBERTE POUR MESSALI HADJ.

Lisez

Sept Jeunes Français en Algérie 50 fr.
D. GUERIN
Au service des colonisés 750 fr.

Nous avons reçu des Vietnamiens de ments nord-africains dans leur lutte
Paris un communiqué exprimant leur contre l'impérialisme français, pour
solidarité totale à l'égard des mouve- l'émancipation de leur pays.

« Nous misons sur l'inévitabilité de la révolution internationale »
LENINE.

OCTOBRE 1917 : après les années de domination incontestée du capitalisme, après des mois de guerre impérialiste, les ouvriers et les paysans russes renversent le capitalisme dans leurs pays, proclament leur volonté de paix, appellent les prolétaires de tous les pays à suivre leur exemple ; un nouvel espoir est né pour les opprimés. 37 années après cette victoire, la révolution russe est toujours vivante : le maintien de l'Etat ouvrier, les succès économiques de l'URSS, les espoirs mis en elle par des millions de travailleurs — tout cela constitue la démonstration permanente de la grandeur d'Octobre.

Une direction ferme et audacieuse :

Il ne suffit pas de tirer son chapeau aux révolutionnaires russes, ainsi que le font les opportunistes dans le mouvement ouvrier, et d'oublier ensuite les leçons de la révolution russe. Il faut assimiler les méthodes de lutte qui ont permis à Lénine et aux bolcheviks d'agir avec tant d'efficacité. L'étude des événements de 1917 montre, au travers de l'étape inaugurée par la révolution de Février, au travers des manifestations de Juillet, de la répression et de la réaction qui les suivirent, de la préparation de l'insurrection, que sans l'intervention permanente de la direction bolchevik le succès n'aurait jamais pu être obtenu.

Des années après leur déconfiture, les socialistes modérés, menchevicks ou socialistes révolutionnaires, se demandent encore quel était le secret de la victoire des bolcheviks. Il n'y a pas d'autre secret qu'une fidélité absolue aux principes révolutionnaires, une claire conscience que le but à atteindre était la montée au pouvoir du prolétariat et qu'avant d'arriver à cette fin, aucun succès durable n'était possible. Pas d'autre secret qu'une confiance totale dans le mouvement des masses laborieuses.

FIXER TOUJOURS DES PERSPECTIVES DE CLASSE, DEVELOPPER CONSTAMMENT L'INITIATIVE DES TRAVAILLEURS

Tels furent les maîtres mots de Lénine, valables pour toute action révolutionnaire.

Une politique révolutionnaire :

Lorsqu'en Février 1917, le tzarisme fut abattu, les cercles « démocratiques » de la bourgeoisie russe, alliés aux socialistes réformistes, se trouvèrent poussés au pouvoir. Après des années de noire réaction, il y avait là, aux yeux des hommes politiques de tous les horizons, un « progrès » indéniable. Les révolutionnaires pouvaient-ils se laisser prendre à l'euphorie qui régnait alors, soutenir ce gouvernement nouveau, en espérant qu'il apporterait quelques avantages permettant l'épanouissement du mouvement des masses ? Lénine aussi bien que Trotsky répondirent très clairement à cette question :

DANS UNE PERIODE DE CRISE, SOUTENIR UN GOUVERNEMENT QUI N'APPORTE PAS DE MODIFICATIONS DECISIVES EN FAVEUR DES MASSES, C'EST CONTRIBUER A RENFORCER L'ENNEMI DE CLASSE EN JETANT LA CONFUSION DANS LE MOUVEMENT OUVRIER. SEUL UN GOUVERNEMENT DEFENDANT LA TOTALITE DES INTERETS DU PROLETARIAT, SOUTENU PAR L'ENSEMBLE DES MASSES LABORIEUSES, PEUT APPORTER UNE SOLUTION.

Après les thèses d'Avril où étaient exposées ces idées, les bolcheviks entreprirent une lutte de tous les instants pour instaurer le gouvernement des ouvriers et des paysans. Les obstacles étaient nombreux sur cette voie ; le principal fut certainement la confiance qu'accordait encore, au début, la majorité du peuple révolutionnaire aux socialistes modérés qui, peu après Février, entrèrent au gouvernement. Loin de se trouver isolés, les bolcheviks se renforcèrent au travers de cette expérience. Ils attirèrent à eux les militants socialistes, en ouvrant, face à la politique traîtresse et impuissante des leaders menchevicks. LA PERSPECTIVE D'UNE POLITIQUE DE CLASSE, la perspective de la prise du pouvoir. De février à octobre, le parti de Lénine et Trotsky, qui influençait au départ le tiers de la classe ouvrière, conquiert la majorité dans les Soviets.

Le mot d'ordre central de cette politique efficace fut, pendant toute une période :

" Tout le pouvoir aux Soviets "

Les Soviets étaient, de la base au sommet, les organes exclusifs des travailleurs russes. Mais ils étaient alors dominés par les socialistes modérés. Revendiquer le pouvoir pour eux, c'était dire aux chefs socialistes « La confiance qu'a encore en vous une partie importante des masses, vous donne le droit de siéger au gouvernement. Mais comme défenseurs des intérêts populaires, sans alliés bourgeois ». Les leaders réformistes étaient alors devant un dilemme : soit accepter de gouverner sous le seul contrôle du prolétariat, soit avouer qu'ils préféraient l'alliance honteuse avec la

D'OCTOBRE 1917 A LA REVOLUT

bourgeoisie. En Russie, les socialistes choisirent cette dernière voie. Ils furent balayés par le puissant mouvement des ouvriers et des paysans, qui vinrent renforcer leurs militants indignés.

Pour le prolétariat, par le prolétariat

Si la bourgeoisie et ses agents furent submergés, si la politique révolutionnaire triompha dans les masses, ce fut parce que celles-ci trouvèrent dans les soviets un moyen d'exercer leur puissance de classe et d'éprouver la valeur des solutions qu'on leur proposait. Les travailleurs français ont connu depuis Juin 36 diverses expériences de comités d'usines et de conseils populaires. Les soviets, tel ceux de 1917, dépassent de loin ces premières formes de regroupement des masses ; ils apparaissent lorsque des expériences répétées, tant dans l'entreprise ou le quartier, ont montré à l'ensemble des opprimés que seule peut aboutir la lutte révolutionnaire pour

LES DEUX GRANDS DIRIGEANTS...



(Photo Viollet).

LENINE ET TROTSKY

le pouvoir. Ils rassemblent les inorganisés, tous ceux qui restent d'ordinaire en dehors de la vie politique. Il n'y a à leur pouvoir pas plus de limites qu'à l'action révolutionnaire des couches exploitées.

Les bolcheviks ont fait appel aux Soviets, ont systématiquement développé leur réseau à travers le pays. Ils en ont fait les organes du nouvel Etat après la prise du pouvoir. En révolutionnaires conséquents, ils faisaient confiance aux masses pour décider de la politique la plus correcte ; ils savaient aussi que toute action politique entreprise au nom des exploités ne peut arriver totalement à ses fins que si elle reçoit leur approbation et leur appui direct. La révolution ne peut être sauvée des entreprises contre-révolutionnaires que par l'action directe du prolétariat, soutenant et animant les milices ouvrières, la garde rouge puis, plus tard, l'Armée Rouge. Rien de semblable n'aurait été possible si les masses n'avaient eu conscience de décider par elles-mêmes du sort du nouvel Etat.

Vers la révolution mondiale

L'activité révolutionnaire consciente des bolcheviks porta ses fruits aussi dans le domaine international. Pour Lénine et Trotsky, il était clair que la révolution n'avait pu vaincre, en Russie, que parce que ce pays était le plus faible et le plus arriéré des impérialismes. Le retard de la Russie, qui avait facilité la prise du pouvoir, allait dresser les pires obstacles sur la voie du développement du jeune Etat ouvrier. A celui-ci, l'aide d'un ou plusieurs pays avancés était nécessaire. Au VII^e Congrès du P. C. russe, Lénine proclame :

« LA PLUS GRANDE DIFFICULTE DE LA REVOLUTION RUSSE,

SON PLUS GRAND PROBLEME HISTORIQUE C'EST LA NECES- SITE DE RESOUDRE LES PROBLEMES INTERNATIONAUX, LA NECESSITE DE PROVOQUER LA REVOLUTION MONDIALE ».

Dans ce but fut constitué en 1919, l'Internationale Communiste, « LE COMITE DIRECTEUR DE LA REVOLUTION MONDIALE ».

Dans ce but, les efforts des travailleurs russes furent orientés vers le soutien des mouvements révolutionnaires étrangers :

« TOUT POUR LA REVOLUTION ALLEMANDE »

demande le Parti bolchevik.

Il n'y avait rien d'utopique dans ces perspectives. En semant le sang et les ruines, la guerre mondiale avait réveillé la combattivité ouvrière ; les militants se détournèrent des chefs traîtres ; des couches inorganisées, les jeunes, les femmes faisaient irruption sur la scène politique. Les peuples coloniaux, dont l'exploitation avait assuré jusque-là l'épaisse félicité de l'impérialisme, abandonnaient leur ancienne passivité. A tous il semblait impossible de continuer à vivre comme auparavant. Et la bourgeoisie n'avait pas les coudées franches pour agir à sa guise.

Recul du mouvement ouvrier... Décomposition du capitalisme

A cette époque, Lénine écrit aux ouvriers américains :

« NOUS MISONS SUR L'INEVITABILITE DE LA REVOLUTION

7 NOVEMBRE 1879

Il y a 75 ans, naissait
Léon TROTSKY...

Dès 1896 il participe, encore écolier, au réveil du mouvement ouvrier russe, après les grèves des tisserands à Pétersbourg.

Dès lors, plus aucun arrêt dans son activité militante pour la cause du prolétariat.

Déporté en Sibérie en 1900 il s'évade.

C'est la première émigration et le premier contact avec Lénine, lui-même émigré. Sous le pseudonyme de Péro il commence sa participation à l'Iskra.

En 1905, il est président du Soviet de Pétersbourg.

Quand vient la répression, il est à nouveau condamné à la déportation.

Dans le cours même du transfert, il s'évade à nouveau et rejoint Lénine et les autres révolutionnaires russes en exil.

Jusqu'en 1917, pourchassé à travers toute l'Europe par les polices bourgeoises, il participe coude-à-coude avec les bolcheviks au travail révolutionnaire.

En 1914, Zimmerwald, chassé d'Europe, il est en 1917 enfermé dans un camp de concentration au Canada.

A la révolution russe, le Soviet de Pétersbourg oblige le gouvernement provisoire à exiger sa libération.

Rentré en Russie, il est à nouveau emprisonné après les journées de juillet, cependant que Lénine s'exile en Finlande.

A la veille d'octobre, il redevient à nouveau président du Soviet de Pétersbourg.

Il est maintenant avec Lénine à la direction du Parti bolchevik.

(SUITE PAGE 9.)

7 A LA REVOLUTION MONDIALE

SON PLUS GRAND PROBLEME HISTORIQUE C'EST LA NECES-
SITE DE RESOUDRE LES PROBLEMES INTERNATIONAUX, LA
NECESSITE DE PROVOQUER LA REVOLUTION MONDIALE ».

Dans ce but fut constitué en 1919, l'Internationale Communiste,
« LE COMITE DIRECTEUR DE LA REVOLUTION MONDIALE ».

Dans ce but, les efforts des travailleurs russes furent orientés
vers le soutien des mouvements révolutionnaires étrangers :

« TOUT POUR LA REVOLUTION ALLEMANDE »

demande le Parti bolchevik.

Il n'y avait rien d'utopique dans ces perspectives. En semant le
sang et les ruines, la guerre mondiale avait réveillé la combativité
ouvrière; les militants se détournèrent des chefs traîtres; des couches
inorganisées, les jeunes, les femmes faisaient irruption sur la scène
politique. Les peuples coloniaux, dont l'exploitation avait assuré
jusqu'à l'épaisse félicité de l'impérialisme, abandonnaient leur
ancienne passivité. A tous il semblait impossible de continuer à
vivre comme auparavant. Et la bourgeoisie n'avait pas les coudées
franches pour agir à sa guise.

Recul du mouvement ouvrier...

Décomposition du capitalisme

A cette époque, Lénine écrit aux ouvriers américains :

« NOUS MISONNONS SUR L'INEVITABILITE DE LA REVOLUTION

MONDIALE. MAIS CELA NE VEUT PAS DIRE QUE NOUS MI-
SIONNONS COMME DES IMBECILES SUR L'INEVITABILITE DE LA
REVOLUTION DANS UNE DUREE COURTE ET DETERMINEE...
NOUS SAVONS QUE LES CIRCONSTANCES ONT MIS EN
AVANT NOTRE DETACHEMENT, LE DETACHEMENT RUSSE DU
PROLETARIAT SOCIALISTE, NON PAS EN RAISON DE SES ME-
RITES, MAIS EN RAISON DE L'ETAT ARRIERE TOUT PARTICU-
LIER DE LA RUSSIE, ET QUE, JUSQU'A L'EXPLOSION DE LA
REVOLUTION INTERNATIONALE, LA DEFAITE D'UNE SERIE DE
REVOLUTIONS EST POSSIBLE. »

La révolution fut battue, en effet, en Italie, en Allemagne en
1923. La bourgeoisie avait encore assez de ressources, la social-
démocratie assez de puissance dans le mouvement ouvrier pour
freiner le développement des masses. La première conséquence de
l'échec de la révolution fut l'isolement de la Russie; une caste de
fonctionnaires et de bureaucrates se développa aux dépens du pro-

...de la REVOLUTION D'OCTOBRE



LENINE PARLE AUX PREMIERS CONTINGENTS DE
L'ARMEE ROUGE PARTANT POUR LE FRONT.
(Cette photo, maintes fois reproduite dans l'Humanité, y
est toujours soigneusement emputée de la partie où se
trouvent Trotsky et Kamenev.) (Photo Viollet).

létariat. A l'intérieur et à l'extérieur, elle chercha avant tout à
maintenir ses privilèges.

Opportuniste, elle permit en 1925-1927 l'écrasement de la Révo-
lution chinoise par son « allié » de la veille Chang-Kai-Chek.

Sectaire, elle refuse en 1933 de dresser devant le nazisme mena-
çant le barrage victorieux du front unique du prolétariat allemand.

Les « aventures » révolutionnaires offraient trop de danger; elle
chercha des alliances bourgeoises et stoppe la révolution, en France
et en Espagne (1936) quand celle-ci gêna ses manœuvres diplo-
matiques.

Malgré cela, le capitalisme ne put restaurer vraiment sa stabi-
lité. Le fascisme et le nazisme, la deuxième guerre mondiale, solu-
tions réactionnaires extrêmes, montrèrent la décomposition profonde
de l'assise sociale de la bourgeoisie. Trotsky et la IV^e Internationale
qui luttèrent pour la défense du marxisme véritable contre les falsi-
fications stalinienne, répétaient sans cesse qu'au travers de bien
des méandres, LA REVOLUTION CONTINUAIT A TRACER SA
ROUTE.

Nouvelle montée

Les prévisions des trotskystes se confirmèrent avec la fin de la
guerre. Partout les masses reprirent l'initiative de la lutte, les
armes à la main. En Europe occidentale, de la France à la Grèce,
la lutte des partisans alla sur la voie de la prise du pouvoir. En
Europe orientale, l'aide de l'U.R.S.S. permit l'abolition du capita-
lisme par des méthodes militaires et étatiques.

C'est en Asie que commencèrent des développements sans pré-
cédents; la révolution chinoise triompha, portée par le mécon-
tentement de centaines de millions de travailleurs. Dès lors l'équi-
libre du capitalisme était fondamentalement rompu; un des sec-
teurs décisifs de sa domination lui échappait; les peuples oppri-
més du monde entier voyaient de nouvelles raisons de lutter. Le
Vietnam à son tour marchait vers l'émancipation totale.

La lutte finale

L'impérialisme comprit qu'un seul moyen pouvait rétablir son
ancienne puissance : LA GUERRE. Et ce fut, du pacte atlantique au
réarmement allemand, l'accumulation des plans militaires. Mais
toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peuvent effacer l'im-
mense montée des masses. Après les travailleurs d'Asie, ce sont les
peuples d'Afrique qui, du Kenya au Maghreb, se soulèvent. L'Amé-
rique latine, autrefois base incontestée des impérialistes américains,
entre dans la bataille. La bourgeoisie européenne glisse de scan-
dales en crise; et c'est à sa propre porte que frappe maintenant
la révolution.

Les militants ouvriers peuvent mesurer le chemin parcouru depuis
octobre 1917 : la révolution internationale est, plus que jamais, à
l'ordre du jour. Des masses nouvelles, des pays encore inébranlés
sont atteints par ses remous. Il est de moins en moins question de
l'isolement des luttes ouvrières, car c'est simultanément dans une
série de pays que naissent les foyers de guerre civile. A l'image
de celle du Labour Party en Angleterre, les directions traditionnelles
sont ébranlées. La bureaucratie soviétique elle-même est menacée :
le développement du prolétariat russe, l'extension de la révolution
posent les problèmes du rétablissement de la démocratie soviétique.
C'est ce pourquoi se battaient les insurgés de juin 1953 à Berlin-
Est.

Seule la bourgeoisie des Etats-Unis conserve une certaine stabilité.
C'est sous sa direction que le camp impérialiste cherche à l'heure
actuelle à se préparer AU REGLEMENT DE COMPTE DECISIF
ENTRE LES CLASSES.

Bâtir une direction révolutionnaire

La révolution atteint des niveaux élevés, mais il lui manque une
direction ferme, confiante dans les masses, du type de la direction
de Lénine et Trotsky. Les dirigeants des partis communistes s'adap-
tent aux circonstances plus qu'ils ne cherchent à en orienter le
cours. Ils évitent de mobiliser pleinement le prolétariat. Ils ne
voient pas que leur opportunisme réduit la portée des victoires
remportées. L'exemple du P.C. yougoslave est probant : faute de
perspectives claires, il n'a pu résister complètement à la pression
impérialiste. Accumulant les concessions, il a affaibli sa position et
relâché les liens qui l'attachaient au mouvement ouvrier interna-
tional. En Europe orientale, les changements effectués dans la struc-
ture économique et sociale l'ont été sans participation des masses.
C'est une des sources principales des difficultés que connaissent à
l'heure actuelle l'Allemagne orientale, la Tchécoslovaquie ou la
Hongrie.

Les combats de demain, par leur ampleur, exigeront une direction
hautement consciente, capable de coordonner les luttes à l'échelle
mondiale. IL EST TEMPS, GRAND TEMPS D'ŒUVRER A LA CONS-
TRUCTION D'UNE INTERNATIONALE REVOLUTIONNAIRE DE
MASSE.

Le rôle de la IV^e Internationale

C'est là le but des trotskystes du monde entier. Héritiers de la
tradition marxiste révolutionnaire d'octobre 1917, ils ont une com-
préhension profonde des perspectives du mouvement ouvrier.
Confiants dans les masses, c'est parmi elles, au sein des organisations
traditionnelles formées par les luttes passées, qu'ils se battent pour
le triomphe des idées léninistes authentiques. Le 3^e et le 4^e Congrès
Mondial de la IV^e Internationale ont fixé aux trotskystes la tâche de
participer à toutes les expériences ouvrières, quelque forme qu'elles
prennent; c'est la seule voie pour hâter la progression des cadres
prolétaires vers les principes révolutionnaires. Ainsi se constitue-
ront les organisations révolutionnaires de masse de demain, dotées
du programme marxiste intégral.

Les conditions sont favorables pour la fusion des idées révo-
lutionnaires trotskystes avec la masse du mouvement ouvrier. Par là
même sont favorables les conditions du succès final des classes
opprimées.

Avec pleine confiance nous pouvons reprendre à notre compte le
cri de ralliement des bolcheviks léninistes après Octobre :

VIVE LA REVOLUTION SOCIALISTE MONDIALE

J. ROBLIN.

7 NOVEMBRE 1879

Il y a 75 ans, naissait
Léon TROTSKY...

Dès 1896 il participe, encore écolier, au réveil du mou-
vement ouvrier russe, après les grèves des tisserands à
Péttersbourg.

Dès lors, plus aucun arrêt dans son activité militante
pour la cause du prolétariat.

Déporté en Sibérie en 1900 il s'évade.

C'est la première émigration et le premier contact avec
Lénine, lui-même émigré. Sous le pseudonyme de Péro
il commence sa participation à l'Iskra.

En 1905, il est président du Soviet de Péttersbourg.

Quand vient la répression, il est à nouveau condamné
à la déportation.

Dans le cours même du transfert, il s'évade à nouveau
et rejoint Lénine et les autres révolutionnaires russes en
exil.

Jusqu'en 1917, pourchassé à travers toute l'Europe par
les polices bourgeoises, il participe coude-à-coude avec
les bolcheviks au travail révolutionnaire.

En 1914, Zimmerwald, chassé d'Europe, il est en 1917
enfermé dans un camp de concentration au Canada.

A la révolution russe, le Soviet de Pétrograd oblige le
gouvernement provisoire à exiger sa libération.

Rentré en Russie, il est à nouveau emprisonné après
les journées de juillet, cependant que Lénine s'exile en
Finlande.

A la veille d'octobre, il redevient à nouveau président
du Soviet de Pétrograd.

Il est maintenant avec Lénine à la direction du Parti
bolchevik.

(SUITE PAGE 9.)

LES DOCKERS BRITANNIQUES SECOUENT LA BUREAUCRATIE DES TRADES UNIONS

Pendant vingt-six jours, les dockers britanniques en grève ont paralysé la vie économique de la deuxième puissance capitaliste au monde. Plus de 300 navires, avec des chargements d'une valeur de 250 milliards de francs furent immobilisés. Les exportations d'automobiles et de machines s'arrêtèrent. La pénurie de vivres et de combustibles menaça Londres avec ses 10 millions d'habitants. Des usines commencèrent à fermer par manque de matières premières ou de débouchés. Rarement, un nombre relativement restreint de grévistes — 44.000 en tout, répartis sur 8 ports — frappa un coup aussi douloureux à l'économie capitaliste. Rarement on assista à une manifestation plus éclatante de la force décisive que le travail, que le prolétariat, représente dans la société.

Pendant ces vingt-six jours de grève, les grévistes ne reçurent ni soutien financier de leurs syndicats, ni allocations de chômage, ni aide financière d'aucune sorte. Quelques-uns obtinrent, il est vrai, des remboursements d'impôts préalablement déduits sur leurs salaires quand ils étaient au travail. Dix pour cent des familles grévistes s'adressèrent à l'Assistance publique pour soutien. L'écrasante majorité, avec un courage et un acharnement typique pour la classe ouvrière anglaise, une fois qu'elle se met au combat, traversa ces quatre semaines de grèves sans toucher un sou ! C'est dire combien ces dockers furent convaincus de la justesse de leur cause et combien est odieuse l'accusation du bureaucrate Deakin — qu'une partie de la presse bourgeoise elle-même refuta d'ailleurs —, selon laquelle ce combat magnifique serait tout simplement une « conspiration de quelques agents communistes »...

LE CONFLIT AVEC LES PATRONS...

Justesse de leur cause par rapport aux patrons d'abord. Dans tous les ports d'Europe, les dockers connaissent les mêmes problèmes. Ils travaillent à la tâche en étant payés à l'heure. C'est dire qu'ils n'ont aucune sécurité ni d'emploi ni de revenu, sauf un petit nombre qui possèdent un statut spécial et ont un minimum de salaire garanti. Le reste des dockers permanents reçoivent une petite somme garantie pour être présents aux locaux d'embauchage entre des heures fixes ; cette somme est inférieure au salaire minimum vital. S'ils sont effectivement embauchés pendant toute la semaine pour 44 ou même 40 heures, leur salaire sera bon. Mais s'il n'y a pas de travail pour eux, pendant toute la semaine, ils gagneront en définitive moins qu'un ouvrier dans la grande industrie.

Or, au port de Londres, il y avait en moyenne 2.000 dockers sans travail, bonne semaine ou mauvaise semaine. Et c'est dans de telles conditions que les patrons, — en interprétant de façon subjective la Convention nationale sur le travail dans les docks, comme l'a reconnu la commission d'enquête officielle sur la grève — ont cru pouvoir imposer aux dockers des heures supplémentaires obligatoires. Devoir travailler obligatoirement à n'importe quelle heure de la nuit, alors que des centaines de camarades de travail sont sans emploi, — c'est un régime insupportable pour les dockers. Le public britannique l'a bien compris, puisqu'il a montré énormément de sympathie pour les grévistes, malgré les conséquences économiques pénibles de la grève.

S. E. L.

A l'occasion des fêtes qui approchent, commandez au S.E.L., dès aujourd'hui, les livres d'art, livres d'enfants, jeux éducatifs etc.

Envoyez vos commandes à :
« La Vérité des Travailleurs »

(Service de librairie)

64, rue de Richelieu - PARIS-2°
C.C.P. 6965-68 Paris

... ET AVEC LES BUREAUCRATES SYNDICAUX

Justesse de leur cause par rapport aux bureaucrates syndicaux ensuite. Les dockers sont organisés en principe dans le syndicat T. et G. W. U. : syndicat des ouvriers du transport et des industries en général. Ce syndicat est une construction monstrueuse, réunissant des ouvriers éparpillés dans toutes les branches industrielles où prédominent les petits ateliers. De ce fait, le contrôle de l'appareil des fonctionnaires permanents est complet sur ce syndicat. D'après l'enquête faite par un sociologue américain, pas plus de 1 % des membres du syndicat participent aux réunions où sont élus les fonctionnaires locaux, régionaux et nationaux de la T et GWU. En plus les quelques 80.000 dockers que compte l'Angleterre ne représentent qu'une infime minorité des membres du syndicat. Comme sa direction est la plus droitiste et la plus conservatrice de toutes les directions syndicales anglaises — ce qui n'est pas peu dire ! — et que les dockers, représentent au contraire un des secteurs les plus combattifs de la classe ouvrière britannique, il leur est pratiquement impossible d'engager des combats avec l'appui ou le consentement de leur syndicat.

Cette situation paradoxale a provoqué depuis dix ans une série ininterrompue de grèves « sauvages » dans les ports anglais, avant tout dans le port de Londres. Il est logique qu'une partie des dockers ait cherché une issue syndicale hors de cette impasse. En désespoir de cause, ils se sont rabattus sur le « syndicat bleu », le petit syndicat de la A.N.A.S. D.U. : Syndicat national unifié des arrimeurs et dockers.

Or, si le syndicat de Deakin n'est pas prêt à payer les subsides de grève à ses membres lorsque ceux-ci le désirent, il n'est pas prêt du tout d'abandonner leurs cotisations syndicales ! Dès que les dockers commencèrent à passer dans la NASDU, les bureaucrates de Deakin allèrent jusqu'à inciter les patrons à les licencier ! De là la grève qui éclata dans le port de Hull, il y a quelques mois. De là les conflits à Hull, Birkenhead et ailleurs, qui se greffèrent sur la grève du port de Londres. De là aussi le magnifique mouvement de solidarité dont ont fait preuve les membres de la T et GWU à Londres, qui sous la direction d'un comité de grève « sauvage » se joignirent au mouvement déclenché par la NASDU.

Sous presse le numéro de novembre de QUATRIEME INTERNATIONALE

Au sommaire, nous relevons :

L'éditorial : DE la C.E.D. à la C.E.D.

Des notes éditoriales sur :

Le mouvement ouvrier anglais, l'Italie, les élections américaines, le voyage de Nehru à Pékin, les rapports U.R.S.S.-Yougoslavie...

Un inédit de L. TROTSKY :

L'homme ne vit pas que de « politique »

Des études :

La chute d'Arbenz (I. Frias). De Gasperi (L. Maitan). Problèmes de la réforme agraire en Egypte. La chute de Vargas (M. Souza). La Bataille des salaires en Allemagne occidentale. La République populaire de Chine a cinq ans (P. Frank). Le sens et les perspectives de la politique de la IV^e Internationale (E. Germain). Témoignages sur l'U.R.S.S. post-stalinienne (J.-P. Martin).

Des notes sur la conjoncture économique, la vie du mouvement ouvrier et de l'Internationale.

Le numéro 150 fr. — Commandes au C.C.P. « La Vérité des Travailleurs » 6965-58 Paris.

LUTTE DE CLASSE ET LUTTE DE TENDANCES

Deakin n'est pas seulement le bureaucrate syndical le plus réactionnaire et le plus brutal de la Grande-Bretagne. Il est aussi le véritable chef de file de l'aile droite du Labour Party, qu'il a menacé d'une scission si les « intellectuels » bévanistes y prenaient le dessus. Il est le type même du « lieutenant ouvrier de la bourgeoisie » comme Marx appela déjà à son époque la bureaucratie syndicale naissante en Angleterre.

De leur côté les bévanistes, et avant tout leur leader Bevan lui-même, se trouvaient depuis plusieurs mois à la croisée des chemins. La lutte parlementaire, la discussion sur les résolutions, les amendements et les textes, avait de toute évidence abouti à une impasse. Le Labour Party semblait divisé en deux tendances égales l'une à l'autre, du fait de l'engagement des dirigeants syndicaux — sans appui de leur base — en faveur de la politique de la droite. Pour briser l'équilibre des forces, il fallait faire appel à la masse des ouvriers syndiqués. Ceci est impossible sans se heurter à l'appareil bureaucratique. Briser cet appareil, cela ne pourra résulter que de grandes luttes de classe à l'échelle nationale, qui permettront à la masse des travailleurs de faire un nouveau bond en avant du point de vue de la conscience de classe.

Il est significatif dans ce sens que les Bévanistes, et avant tout Bevan lui-même, ont pris courageusement position en faveur de la grève des dockers. Cela leur a attiré les foudres de Deakin et de l'Exécutif du Labour Party. Celui-ci a blâmé leur hebdomadaire **Tribune** pour son attaque contre Deakin (faute pour défendre la cause des dockers) et a rappelé brutalement à ses trois rédacteurs, tous les trois députés, que l'exercice de leur mandat est soumis à un veto de l'Exécutif. Celui-ci préparerait-il contre **Tribune** un mauvais coup dans le genre de celui qui a abouti à l'interdiction de **Socialist Outlook** ? L'avenir nous l'apprendra. En tout cas, en descendant des principes un peu abstraits et des préoccupations parlementaires, vers les luttes ouvrières quotidiennes, Bevan ne pourra que gagner en résonance et popularité dans le peuple ce qu'il perd en estime chez les journalistes et petits-bourgeois qui lui reprochent de violer « les règles du jeu ».

UNE GREVE FINIE, UNE AUTRE SE POURSUIT

Les dockers sont rentrés la tête haute, ayant obtenu gain de cause sur l'essentiel : il n'y a pas d'heures supplémentaires obligatoires, il n'y aura pas de licenciements de membres de la NASDU. Leur combativité fut telle qu'ils se remirent en grève pour 24 heures pour combattre une tentative patronale d'employer du personnel non syndiqué. Et la grève des réparateurs de navires continue depuis 7 semaines, entourée d'une solidarité internationale presque complète. C'est dire que les ouvriers anglais commencent à montrer à Churchill que l'euphorie du « boom » est passée...

L.-W. CARPER.

LISEZ :

M. PABLO
LA GUERRE QUI VIENT
(capitalisme ou socialisme)

200 fr.

L'analyse marxiste la plus profonde de la situation mondiale, de son évolution actuelle, des perspectives de la Révolution du rôle de la IV^e Internationale.

E. GERMAIN
LES PROBLEMES ECONOMIQUES
DE L'U.R.S.S.

80 fr.

Une étude des questions fondamentales permettant de comprendre les nouveaux développements économiques et politiques en Union soviétique.

De tous
les Pays

DANS LE MONDE

LES ELECTIONS AUX ETATS-UNIS

Les démocrates l'ont emporté sur les républicains, mais de peu. Les démocrates avaient mené campagne surtout sur la question du chômage, du danger de crise économique ; les républicains s'étaient présentés comme ayant fait la paix en Corée.

Le mouvement ouvrier syndical reste encore prisonnier du système des deux partis bourgeois et la tendance à un parti ouvrier basé sur les syndicats, à l'instar du Labour Party britannique, ne s'est guère fortifiée.

Sur le plan international, la seule distinction entre les deux partis est que, chez les républicains, pèsent davantage ceux qui sont avant tout préoccupés des problèmes asiatiques, tandis que les dirigeants du parti démocrate accordent plutôt la priorité à l'Europe.

LA SARRE

Environ un million d'habitants qui sont incontestablement des Allemands sont mis sous tutelle depuis la fin de la guerre, et les accords de Paris tendent à perpétuer cette situation. Il y aura un référendum, mais le résultat est décidé par avance dès maintenant par ces mêmes chancelleries qui réclament à tort et à cris des élections libres pour l'Europe orientale.

Les Sarrois pourront avoir un parlement et un gouvernement pour s'occuper de toutes les questions, sauf de leurs relations internationales et de leurs forces armées (et des dépenses qui s'ensuivent). Pour cela, les décisions seront prises par un Gauleiter désigné par les ministres des Etats de la coalition atlantique.

Les travailleurs de France doivent rejeter de telles dispositions. Ils reconnaissent le droit des Sarrois à disposer d'eux-mêmes, c'est-à-dire effectivement à faire partie de la nation allemande, et s'opposeront aux combinaisons des magnats du fer et du charbon sur le dos des travailleurs de cette région.

DANS LA VALLEE DU NIL

Nasser a obtenu que les Anglais évacuent le canal de Suez. Malgré un certain nombre de dispositions restrictives, c'est un succès sur l'impérialisme.

Sur le plan intérieur, le régime Nasser se trouve pris entre des forces contradictoires. Il a pu jusqu'à présent progresser aux dépens des vieilles formations politiques, liées sous une forme ou sous une autre au vieux régime de Farouk et des propriétaires terriens, qu'il s'agisse du Wafd ou des Frères musulmans. Il a pu le faire grâce à l'appui des masses ouvrières et paysannes.

Mais le nouveau régime ne peut suivre ces masses et satisfaire leurs revendications, car il est attaché à la propriété capitaliste. C'est pourquoi les ouvriers ne possèdent pas encore les libertés démocratiques, et que la réforme agraire se trouve empêtrée dans des difficultés infinies.

Les progrès effectués dans la lutte contre l'impérialisme peuvent pour un temps accroître le prestige de Nasser, mais en même temps ils déblaient le terrain pour faire apparaître les problèmes fondamentaux des rapports sociaux ; ce qui favorisera la progression de la révolution égyptienne.

Contre la terreur qui sévit en Iran, à l'instigation des impérialistes américains et anglais qui voient avec plaisir couler le pétrole d'Abadan et le sang des combattants anti-impérialistes, le Comité exécutif de la IV^e Internationale a adressé le 3 novembre le télégramme suivant :

Premier Ministre Zahedi, Téhéran.

Protestons énergiquement contre terreur frappant combattants anti-impérialistes. Demandons arrêt exécutions qui indignent opinion prolétarienne mondiale.

En U.R.S.S. et dans les Démocraties Populaires

LA YUGOSLAVIE N'EST PLUS «FASCISTE»

Après le rétablissement des relations diplomatiques et des relations commerciales, le gouvernement soviétique a manifesté à l'occasion de l'anniversaire de l'entrée des troupes soviétiques à Belgrade et du 37^e anniversaire d'Octobre une politique plus amicale envers la Yougoslavie. Le gouvernement de Tito a répondu à ces avances.

Nous ne pouvons que nous féliciter de l'élimination de cette partie de l'héritage stalinien. Mais la question de la Yougoslavie n'a pas été qu'une affaire entre gouvernements. L'esprit de très nombreux militants communistes a été trompé par les mensonges staliniens sur la Yougoslavie. Des travailleurs ont été exclus de leurs syndicats pour avoir visité la Yougoslavie au moment où elle était traitée de « pays fasciste ». Quant aux dirigeants yougoslaves, ils dénonçaient le « capitalisme d'Etat » qui sévissait en U.R.S.S. Aussi ne peut-on se contenter du rétablissement de rapports normaux entre Etats. Il faut clarifier la situation sur le plan du mouvement ouvrier, en répondant hon-

nêtement aux questions suivantes : que s'est-il passé ? pourquoi Staline a-t-il calomnié la révolution yougoslave ? pourquoi les directions des P.C. ont-elles approuvé unanimement cette politique ?

Méthodes Policières et procès truqués

En Hongrie, le gouvernement a déclaré que les dirigeants responsables de la police avaient fait condamner des militants communistes sur de fausses accusations. Ceux-ci auraient été libérés. Mais qu'en est-il de ceux qui, comme Rajk, ont été exécutés ?

En Pologne, de même, le gouvernement vient de libérer l'ingénieur américain Herman Field, condamné il y a cinq ans comme espion, en déclarant que son innocence a été prouvée et qu'il avait été victime de la machination d'un policier. Mais... la pièce maîtresse du procès Slansky en Tchécoslovaquie, c'était que plusieurs des accusés avaient commis des actes d'espionnage par l'intermédiaire d'Herman Field. Et ils ont été exécutés.

Ainsi, il y avait machination de dirigeants du parti, chefs de la police, et coopération des plus hauts magistrats. Sans oublier la presse, les émissions à la radio, les brochures, etc., etc.

Il est possible que les dirigeants du P.C., que des journalistes à la Courtoise aient la conscience tranquille, en insérant dans un petit coin de l'Humanité une information sans commentaire ni explication.

Mais pour les militants qui réfléchissent — et ils sont plus nombreux que leur direction ne le pense — ce sont des choses qui ne passent pas inaperçues et qui soulèvent bien des problèmes. Ces procès n'étant pas des procès véritables, c'étaient des règlements de compte politiques. Depuis quand cela a-t-il commencé ?...

Tout militant ouvrier doit lire et relire

“MA VIE”

de Léon TROTSKY

(Nouvelle Edition de la N.R.F. ; 1.150 fr.)

L'exaltant récit d'un demi-siècle d'action révolutionnaire et de révolutions.

Il y a 75 ans, naissait Léon TROTSKY...

SUITE DES PAGES 6 ET 7.)

Et c'est l'immense épopée révolutionnaire, Lénine et Trotsky inséparablement unis à sa tête ; on dit alors couramment : être pour ou être contre le « point de vue de Lénine et Trotsky ».

Aux points les plus exposés de la Révolution : commissaire du peuple aux Affaires étrangères, puis fondateur et dirigeant de l'Armée rouge, partout Trotsky anime et galvanise le combat révolutionnaire. Pendant deux ans et demi, dans le train qui lui servait d'Etat-Major, il sillonne le front. Sous sa direc-

tion, avec l'appui absolu de Lénine, l'Armée rouge sauve la Révolution.

Après la maladie de Lénine, en 1923, commencent contre lui les attaques de la fraction de Staline.

Puis, de 1925 jusqu'à sa mort, c'est l'héroïque combat pour maintenir vivant le marxisme-léninisme contre les déformations du stalinisme.

Après plusieurs attentats manqués, Staline parvient, en 1940, à le faire assassiner à Mexico.

Ses dernières paroles : « Je suis sûr de la victoire de la IV^e Internationale, EN AVANT ».

A l'occasion du 37^e anniversaire de la Révolution d'Octobre. Lisez et relisez :

TROTSKY

Hi toire de la Révolution russe
(2 vol.) 1.800 fr.
La Révolution trahie 600 fr.

V. SERGE

Mémoires d'un Révolutionnaire 600 fr.

DEUTSCHER

La Russie après Staline 480 fr.

S.E.L.

L'histoire du mouvement ouvrier 100 fr.

La philosophie marxiste 100 fr.

BELDEN

La Chine ébranle le monde 690 fr.

ROSMER

Moscou sous Lénine 600 fr.

DES PERSPECTIVES POUR LA LUTTE !

Non, ce gouvernement n'augmentera pas les salaires ! Chaque jour qui vient apporte son poids de luttes d'entreprises, opiniâtres, pour arracher de quoi vivre un peu plus décemment. Il n'est pas un secteur de la classe ouvrière qui ne soit le théâtre de ces efforts quotidiens qui révèlent l'incroyable indigence de certains salaires.

Mais le gouvernement a « agi » ! Il a accordé une prime de 6 fr. 50 aux salaires qui n'atteignaient pas 121 fr. 50 (dans la région parisienne). On imagine ce que c'est que de vivre avec 121 fr. 50 de l'heure.

Les fonctionnaires ? Ils vont bien toucher en moyenne, pour leur grande majorité, jusqu'à des deux cents francs par mois ! Sauf bien entendu pour les hautes catégories qui bénéficient d'avantages substantiels élargissant en fait encore la hiérarchie (la « redressant » comme dit Le Monde) ce qui fait partie des manœuvres de division de l'actuel gouvernement.

La grande presse présente cela comme s'il s'agissait d'une vraie gâterie. En définitive, à part les travailleurs de l'Etat (arsenaux) qui ont obtenu 7 % (pour lesquels ils se battent depuis des années) la grande majorité des travailleurs n'a aucunement bénéficié d'une quelconque amélioration de son niveau de vie.

Les travailleurs ont manifestement en face d'eux un gouvernement capitaliste qui mène le plus logiquement du monde une politique anti-ouvrière conséquente.

Aux organisations ouvrières d'y répondre par une politique anticapitaliste également conséquente !

Pourquoi toutes les luttes partielles auxquelles on assiste chaque jour restent-elles isolées, sans perspective d'ensemble ? Pourquoi, après la magnifique montée ouvrière d'août 1953 et depuis février 1954, n'assiste-t-on plus à des luttes générales de la classe ouvrière pour régler les problèmes, eux aussi généraux, qui se posent toujours à elle ? Pourquoi la C.G.T. met-elle l'accent à l'heure actuelle, sur la nécessité de combattre « surtout » pour les « revendications particulières » dans « chaque » entreprise, atelier, bureau, et contre « chaque » patron. Pourquoi les militants communistes, qui dirigent l'action de la C.G.T., sont-ils actuellement manifestement désamorçés et impuissants à impulser un combat réellement efficace contre le capitalisme ?

Parce que depuis son vote d'investiture pour le gouvernement capitaliste de Mendès-France, leur parti n'a cessé d'expliquer que ce gouvernement pouvait, s'il était bien conseillé, accorder de substantielles améliorations des conditions de vie des travailleurs. Parce qu'il s'est abstenu sur un des aspects de son orientation anti-ouvrière, son projet de programme économique.

Mais ce n'est pas vrai que les travailleurs conservent des illusions sur Mendès-France. Les luttes actuelles en témoignent. L'indignation et le désir de combat des fonctionnaires même est significatif. Et seul le Parti communiste continue à faire croire qu'une partie de la classe ouvrière nourrit de pareilles illusions sur les possibilités « réformistes » du gouvernement.

Avec une telle attitude de la direction de son Parti, il est impossible au militant communiste de mener une lutte anticapitaliste conséquente à l'entreprise, même si le C.C.N. de la C.G.T. met l'accent sur la nécessité de « l'action unie des travailleurs pour l'augmentation des salaires », quand il faut en même temps préserver le front des « bons français » Mendessistes compris, une fois sorti de l'usine ou du bureau.

Il s'agit de l'action unie contre le régime capitaliste, et présentement contre un gouvernement capitaliste. Comment, le militant communiste, qui sait très bien que dès la première étape, la réalisation des objectifs revendicatifs nécessitera un heurt violent contre le gouvernement, peut-il entraîner les travailleurs alors que son Parti ne dénonce pas clairement celui-ci en ennemi de la classe ouvrière et conserve une attitude de compromis.

Il est temps de dissiper le malaise que crée une telle politique, il est temps de donner des perspectives aux militants de la classe ouvrière. Il faut dire que ce gouvernement est incapable d'accorder satisfaction à l'ensemble des travailleurs. Que les « pressions verbales » des dirigeants ouvriers ne l'y résoudre pas, mais que les véritables pressions de la classe ouvrière doivent être menées de front contre ce gouvernement et pour le renversement de celui-ci.

Renversé par la classe ouvrière, il ne peut pas faire place à un retour des Laniel et Co, mais au contraire, à un gouvernement au service des masses travailleuses, le Parti communiste doit présentement faire des propositions de cet ordre au Parti socialiste, notamment sur un programme économique capable de répondre favorablement aux besoins des travailleurs.

P. VINCENT.

AUGMENTATION DES SALAIRES CHEZ LES TRAVAILLEURS DE L'ÉTAT

Au cours du mois d'octobre, les travailleurs de l'Etat ont arraché au gouvernement une augmentation de 7 %. C'est un acompte vers l'application intégrale du décret du 22 mai 1951. L'on sait que ce décret détermine les salaires des ouvriers des arsenaux par rapport à ceux en vigueur dans les industries similaires de la région parisienne.

Il est à remarquer que, contraint à céder, le gouvernement a tenté une manœuvre de division en excluant une partie du personnel, les techniciens de la marine, de cette augmentation. Ceux-ci ont effectué de nombreux débrayages allant de une demi-heure à deux heures, pour protester contre cet état de choses.

Correspondant.

Riposte énergique des fonctionnaires contre les décrets de misère de Mendès-France

Les derniers décrets-lois favorisant surtout les hautes catégories de fonctionnaires ont suscité un très vif mécontentement surtout parmi les petites catégories.

De 42 fr. à 26.000 fr. par mois, ainsi s'échelonne la dernière augmentation !

La proposition de manifestation de Force Ouvrière, malgré que celle-ci n'ait pas cherché à réaliser le front unique, a rencontré l'approbation des fonctionnaires à la base, de toute appartenance. La manifestation à l'Opéra a rassemblé effectivement environ dix mille fonctionnaires. Le manque de direction se faisait sentir : peu de mots d'ordre, rien contre le gouvernement. Quand le mot d'ordre « Au Ministère des Finances » est lancé, la chaleur

monte, les barrages de police sont forcés rue de la Paix, les manifestants passent et donnent des signes d'impatience. « Edgar Faure démission », « Augmentez nos salaires ».

C'est seulement à la fin de la manifestation que les dirigeants F.O. et C.G.T. prennent la parole sans donner de perspectives, bien que la C.G.T., pour sa part, appelle à l'unité.

Les petites catégories de travailleurs fonctionnaires étaient les plus combattives et attendaient des directives.

Cette manifestation est un événement qui constitue un sérieux avertissement pour le gouvernement. Les illusions qui avaient pu se faire jour sur Mendès-France se dissipent vite, même chez les fonctionnaires.

Correspondant.

Sécurité Sociale

La situation dans notre corporation est assez stagnante.

SALAIRE

Aucune augmentation, sauf 10 points accordés à certains guichetiers et promus aux contrôleurs (polyvalence) mais ne touchant qu'une catégorie d'agents de la S.S.

CONVENTION COLLECTIVE

Malgré l'accord intervenu entre les organisations syndicales et les administrateurs de la F.N.O.S.S. et de l'U.N.C.A.F. en commission paritaire (août 53) la Convention Collective n'est toujours pas signée.

Depuis plus d'un an, le veto des divers ministères du Travail s'oppose à son application.

Toutefois, une partie de cette convention collective, la reclassification de certains emplois, est applicable depuis une quinzaine de jours.

Le reclassement partira du 1^{er} juillet 1954, mais l'ensemble de la Convention Collective demeure en suspens.

STATUT

La menace d'un statut pèse toujours sur notre administration. Une loi du 14 août 1954 prévoit l'aménagement dans un régime statutaire des organismes semblables au nôtre, Mendès-France l'envisage également. Le statut aura pour effet de réduire certains avantages garantis par l'ancienne convention collective et que maintiendrait l'actuelle convention — en particulier la prime d'assiduité et l'attribution des échelons.

C'EST DANS L'UNITÉ QU'IL FAUT SE BATTRE

Les trois syndicats se partagent, sur le plan national, l'influence dans nos organismes. Mais la C.G.T. demeure la plus influente des organisations syndicales, car sa position depuis août 1953 est restée correcte, il faudrait exploiter cette situation et imposer notre force. Au contraire, nous entendons trop souvent des dirigeants recommander la prudence, afin « d'éviter les erreurs du 28 avril ». Se servir de ce slogan sans expliquer où étaient les erreurs, est un argument faux et malhonnête qui ne peut que démoraliser les syndiqués.

En aucun cas cette journée ne doit servir de prétexte pour ne pas tenter ou préconiser une action si cette dernière est juste et s'impose.

Quelle chose de nouveau maintenant, c'est de dire et d'écrire plus souvent que c'est le gouvernement et son ministre qui sont responsables, et non plus les administrateurs locaux ou les directeurs. Là encore il faut aller jusqu'au bout et expliquer que ce ne sont pas des pétitions ni des signatures qui pourront obtenir d'un gouvernement bourgeois une augmentation de salaires ou un lever de veto pour notre Convention Collective.

Le programme est vaste, mais il faut entendre et voir les militants syndicaux de la Sécurité Sociale dans leurs organismes syndicaux pour comprendre qu'ils sont capables de secouer l'apathie de leurs collègues s'ils ont une ligne juste à proposer et à défendre.

La loi de Moustiers, le « Label » et les Travailleurs du Livre

On sait que la loi de Moustiers, votée en août dernier par le parlement marque la fin de la S.N.E.P. et permet aux propriétaires de la presse d'avant-guerre, qui avaient pour la plupart « collaboré », de revenir en maîtres dans leur ancien domaine. Aussi les tractations ont-elles été grand train entre les différents groupes financiers qui contrôlent ce que l'on a coutume d'appeler « la grande presse d'information », chacun cherchant à s'approprier à la faveur de la redistribution des imprimeries, les locaux les plus modernes ou les mieux situés.

Ainsi s'explique le « gonflage » démesuré du tirage de certains journaux depuis quelques mois pour bénéficier des avantages de la loi.

Maintenant aussi, l'action engagée au début de l'année par les « fantomatiques » fédérations du Livre F.O. et C.F.T.C. contre le monopole du contrôle de l'embauche détenu par le Livre C.G.T., se présente sous un jour nouveau, il est pour le moins regrettable que ces deux fédérations se soient précisément livrées à une telle attaque au moment où cela servait au mieux les intérêts du patronat de la presse. Quelle excellente opération pour celui-ci en effet, si le contrôle de l'embauche effectué actuellement par le Livre C.G.T. avait pu être supprimé avant l'application de la loi lui rendant « ses » imprimeries. La suppression du contrôle de l'embauche, c'était la fin de l'unité et de la cohésion des travailleurs des entreprises de presse, livrés à toutes les pressions, menaces ou sollicitations patronales, c'était en fait la perte de la plus grande partie de la force du Syndicat du Livre, une force que les trusts de la presse redoutent encore, bien que les dirigeants de la Fédération aient le plus souvent pratiqué une politique très modérée à leur égard.

Mais l'attitude résolue des travailleurs du Livre — décidés à aller jusqu'à la grève pour défendre leur « label » — a fait reculer leurs adversaires, et a empêché que la proposition de loi M.R.P., tendant à supprimer le contrôle de l'embauche, soit inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée avant les vacances parlementaires. Mais ils restent vigilants et plus que jamais résolus à empêcher qu'à la faveur de la réorganisation en cours qui entraîne un gros brassage de personnel dans les imprimeries parisiennes, les patrons ne détruisent en fait ce qu'ils n'ont pu détruire légalement avant le vote de la Loi de Moustiers.

Vers de nouveaux combats dans la Métallurgie ?

UNE IMPORTANTE ASSEMBLEE D'UNITE D'ACTION

Une Assemblée organisée par les syndicats de la métallurgie parisienne (C.G.T., C.F.T.C., F.O., Autonomes, Indépendants Saint-Marc et Provence) s'est tenue jeudi 18 novembre à la Bourse du Travail.

Des tracts et appels communs avaient appelé les ouvriers et militants des entreprises à assister nombreux à cette conférence d'information qui, hélas, ne sortit pas de son caractère restrictif d'information.

Une assistance nombreuse, une atmosphère « chaude » dénotaient l'intérêt que les militants présents accordaient à l'ordre du jour : « l'action à mener pour l'augmentation des salaires », et au caractère exceptionnel de l'Assemblée convoquée sous le signe d'une unité rarement réalisée dans la métallurgie parisienne.

Depuis la signature de la Convention Collective de la métallurgie, les patrons refusent carrément d'entamer la discussion sur

les salaires. Les réunions paritaires, dialogues de sourds par excellence, traînent en longueur, les patrons exploitant le temps gagné.

Les syndicats ouvriers, face à l'unité patronale et pour répondre au méconnement des travailleurs, ont décidé de présenter un front commun contre celui du patronat et se sont mis d'accord sur la défense du minimum garanti à 130 fr. C'est, de la part de la C.G.T., une concession par rapport à sa proposition de 145 fr., mais l'unité est réalisée.

Comment va-t-elle se manifester dans les entreprises ?

Toutes les interventions des dirigeants syndicaux ont insisté sur le devoir des travailleurs de soutenir les délégations ouvrières à la réunion paritaire du lundi 22 novembre.

André Lunet, pour la C.G.T., propose d'organiser meetings, délégations, éventuellement débrayages. Il déclare que les militants de la C.G.T. continueront à défendre la revendication de l'augmentation des salaires réels de 25 fr. de l'heure.

Le représentant autonome appelle à un débrayage et insiste sur sa nécessité.

Blanchard, pour F.O., reste plus nuancé et avance l'idée de manifestations « diverses ».

Gillot, pour la C.F.T.C., se réserve et développe, un peu hors de propos, la nécessité de con-

vaincre les inorganisés de rallier les syndicats.

Les indépendants, eux, veulent montrer la différence entre le bon M. Mendès-France « qui invite les employeurs à faire un effort pour satisfaire les revendications et les mauvais patrons qui ne veulent rien entendre ». Ricanements divers dans l'assistance.

De nombreux passages des interventions les plus unitaires sont chaleureusement applaudis.

« UNITE, UNITE », scande la salle comble pendant cinq minutes quand Blanchard dit : « Je ne dirai que des paroles qui peuvent unir, je tairai ce qui peut nous diviser ».

En résumé, une atmosphère de veille de combat. Des assemblées générales sont prévues pour le lendemain dans les usines. Des débrayages, organisés en commun, sont envisagés pour le lundi, comme chez Renault, à la S.N.E.C.M.A. Kellermann, chez Chausson et d'autres...

Cela faisait du bien, et le sourire sur les visages en disait long. Mais tout n'a pas été dit pour assurer un démarrage de combats victorieux. On ne s'en est pas pris au gouvernement peut-être pour préserver l'unité fragile. Mais là est la véritable clé du problème, et on n'a pas tracé de perspectives pour appeler à la lutte.

Les métallos ne sont pas mécontents de cette assemblée, mais ils espéraient mieux.

Correspondant.

Le V^e Congrès du Syndicat C.G.T. Renault

Le V^e Congrès des travailleurs de la Régie Renault s'est tenu les 6 et 7 novembre dernier. Compte tenu de l'importance de l'entreprise (36.000 à Billancourt) du nombre de syndiqués C.G.T. (6.000 environ) le nombre de délégués fut notablement insuffisant (moins de 150 délégués titulaires et suppléants présents), la représentation se faisant sur la base de 1 délégué pour 25 syndiqués.

A quoi tient cet apparent désintéressement de la grande masse des travailleurs pour ces assises, que corrobore le fait que les interventions de délégués dépassèrent rarement le stade du compte-rendu d'activité ?

C'est ainsi que Lunet, puis Krasucki de l'U.S.T.M. durent à deux reprises demander aux congressistes d'aborder le problème de l'augmentation des salaires et des conventions collectives que devait débattre dès le lendemain, sur le plan régional, la commission paritaire de la métallurgie parisienne.

Le Congrès, en principe le meilleur lieu pour aborder les problèmes d'orientation syndicale, ne s'élèvera jamais au niveau des discussions que mènent les militants dans leurs ateliers, ni même au niveau des problèmes abordés par le bureau du syndicat en cours d'année et qui ne TROUVERENT AUCUN PROLONGEMENT AU CONGRES (que ce soit sur l'unité d'action, la productivité, le chauvinisme à l'égard des travailleurs allemands, seulement effleuré par Linet dans son rapport, etc.)

TROIS CONGRES

En octobre 1952, le Congrès du syndicat Renault adoptait une résolution dans laquelle s'exprimait une orientation unitaire à tous les échelons entre les organisations syndicales. Cette résolution disait en particulier : « tout doit être mis en œuvre pour que soit réalisée l'unité dans les ateliers et services, et pour que toutes les organisations syndicales acceptent de se rencontrer à tous les échelons, comme le Bureau confédéral de la C.G.T. l'a demandé bien des fois aux autres Bureaux confédéraux, dans le but de coordonner le développement de la campagne revendicative... »

Incontestablement cette orientation porta ses fruits dans l'année qui suivit et facilita considérablement les mouvements qui eurent lieu à ce moment. Le Congrès 1953 lui-même marqua une progression, tant dans la participation des délégués (plus de 200) que dans la discussion qui eut lieu. Cependant, l'abandon, dès ce Congrès, de l'orientation unitaire de l'année précédente était un symptôme alarmant.

La grève du département 74 en avril 1953, les Journées d'août 1953, illustrèrent une poussée unitaire des masses qui S'ARRETA A LA PORTE DES BUREAUX CONFEDERAUX, et le Congrès de 1953 porta l'accent sur L'UNITE A LA BASE SEULEMENT, LES COMITES D'UNITE D'ACTION dans les ateliers, les chaînes, etc.

Si l'on fait le bilan de cette année, on s'aperçoit que rien n'a été réalisé dans cette voie et qu'au contraire les pourparlers avec la direction de l'usine, comme les campagnes de pétitions pour la signature d'une convention collective Renault se sont menées en commun avec F.O., C.F.T.C. et même S.I.R.

Le rapporteur Linet en ne justifiant pas ce tournant, comme si cela ne concernait pas le Congrès et en se contentant d'une conférence technique sur le progrès de la production automobile dans le monde, ne contribue pas à donner de l'importance au congrès du syndicat et celui-ci tend à ne plus avoir qu'un caractère formel.

IL EST GRAND TEMPS DE REAGIR

Face à la concentration capitaliste incarnée par Mendès-France et dont la campagne de productivité est la manifestation la plus brûlante pour les ouvriers de l'usine, il faut préparer le combat.

Les conséquences de cette productivité vont accentuer les mutations, les déclassements, particulièrement sensibles chez Renault.

LES REACTIONS DES OUVRIERS SUR LES CHAINES ATTESTENT QUE LEUR COMBATIVITE RESTE INTACTE.

IL FAUT DONNER UNE PERSPECTIVE AUX OUVRIERS QUI FONT GREVE UNE HEURE SUR UNE CHAINE. IL FAUT INTEGRER LEUR LUTTE A UNE POLITIQUE D'ENSEMBLE.

Ce n'est pas une guérilla que les ouvriers entreprennent, c'est la lutte de la classe ouvrière contre le régime capitaliste.

L'APPLICATION DES 40 HEURES PAYEES 48.

UN FORT SALAIRE GARANTI.

(La section syndicale du département 74 réclame 215 francs pour l'O.S. Pourquoi pas ?)

LES 25 FR. IMMEDIATEMENT (c'était déjà la revendication adoptée dans la résolution du congrès de 1952).

LES CONVENTIONS COLLECTIVES, etc... sont la première étape.

Les syndicats d'entreprise, locaux, les Fédérations doivent réclamer UNE CAMPAGNE D'UNITE D'ACTION DE TOUTES LES ORGANISATIONS OUVRIERES DE LA BASE AU SOMMET, ET DU SOMMET A LA BASE pour ces objectifs immédiats.

Correspondant.

A bas la productivité !

Les travailleurs ressentent déjà les effets de la productivité.

S.N.C.F. — Depuis janvier 1951, l'Etat Patron en augmentant les normes, est parvenu à faire une économie de 70 milliards de francs, dont 50 iront dans ses poches, de plus il est parvenu à diminuer les effectifs de 55.000 agents.

SIDERURGIE. — Alors que le rendement individuel augmente chaque jour, les statistiques officielles accusent l'élimination de 18.000 ouvriers.

AUTOMOBILE. — Les exemples fourmillent. Alors que depuis 1938 la production a augmenté de 163 %, le nombre d'heures de travail n'a augmenté que de 29,5 %.

Dans les 6 premiers mois de l'année 1954, il a été fabriqué 302.207 véhicules contre 250.504 dans la même période en 1953.

Et ceci, avec un effectif moindre d'environ 4 %.

CHEZ RENAULT, DE MAI A JUILLET 1954, LA PRODUCTION A AUG-

MENTE DE 8,2 %. LE SALAIRE D'UN O.S. 2 A LUI, AUGMENTE DANS LA MEME PERIODE DE 0,9 %.

CHEZ SIMCA, L'ENTREPRISE OU EST PRONEE L'ASSOCIATION CAPITAL-TRAVAIL LA PRODUCTION A AUGMENTE DE PLUS DE 11 % ET IL N'Y A PAS EU D'AUGMENTATION DE SALAIRE.

Chez PEUGEOT, la construction d'une unité de type « 203 » qui demandait 610 heures en 1949, n'en demandait plus que 325 en 1952.

Dans LE CYCLE aussi les travailleurs ont fait connaissance avec la productivité. En mars 1952, avec un horaire de travail de 50 heures par semaines il était produit 9.390 unités ; en octobre de la même année, la moyenne de l'horaire hebdomadaire étant réduite à 42 heures 1/2 il était produit 9.694 unités.

Mais la lutte s'engage et se développe un peu partout dans les entreprises.

P. VATAUD.

LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

GOUVERNEMENT OUVRIER

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE.)

L'ÉCHEC de la tentative de Mendès-France vis-à-vis des socialistes montre aussi en pleine lumière les limites très restreintes de sa marge de manœuvre et le caractère résolument pro-capitaliste de son orientation. En effet, que demandaient les socialistes comme condition de leur participation. Prenons seulement les revendications posées pour les travailleurs : une promesse (non chiffrée) d'augmentation des salaires en avril, l'aménagement interne et la suppression progressive des zones de saïres et une action tendant à favoriser la signature des conventions collectives. Il n'y a rien là qui approche de ce à quoi la bourgeoisie a été contrainte de céder, par exemple en 1936. Et pourtant Mendès-France a répondu : « Je ne veux pas promettre ce que je ne suis pas assuré de donner ». C'est que la situation du capitalisme français pour lequel il travaille, la réduction et l'appauvrissement de sa base d'exploitation, tant sur le plan colonial qu'en France même, son incapacité à soutenir la concurrence des impérialismes plus puissants, lui imposent comme une nécessité vitale, à la fois la concentration capitaliste la plus poussée et le refus total de satisfaire les revendications vitales des travailleurs.

La nouvelle guerre coloniale qu'il entame actuellement en Algérie ne fera qu'accroître cette tendance.

Ni explications patientes, ni appel à la compréhension de ce bourgeois qui travaille pour les siens, n'y changeront quoi que ce soit.

Le changement de politique intérieure et extérieure l'arrêt des plans de préparation de la guerre, l'amélioration de leurs conditions de vie, les travailleurs des villes et des campagnes ne les obtiendront que par une lutte consciente et résolue contre ce gouvernement et sa politique.

LA PREMIERE CONDITION pour cela c'est qu'ils sachent à quoi s'en tenir sur l'adversaire et n'entretiennent aucune illusion à son égard. Les faits eux-mêmes commencent à œuvrer en ce sens. Mais la principale source de confusion, la politique de soutien gouvernemental adopté par les deux grands partis ouvriers depuis juin dernier demeure encore en partie, malgré la non-participation socialiste, malgré les critiques adressées au gouvernement par le P.C.F. depuis l'adoption de la néo-C.E.D. par le parlement.

S'il ne peut participer à un gouvernement qui refuse les points pourtant très limités de son programme, le P.S. ne doit pas non plus continuer à lui apporter le soutien de ses votes.

Quand au P.C.F., il doit cesser d'entretenir parmi ses militants et les travailleurs qui le suivent l'illusion qu'un tel gouvernement peut changer de politique en leur faveur.

LA DEUXIEME CONDITION c'est que la lutte ait une perspective précise, non seulement sur les changements de politique à réaliser, mais sur qui appliquera la nouvelle politique.

Le Congrès du Parti socialiste a adopté les éléments d'un programme de revendications économiques et sociales que le premier ministre de la bourgeoisie a repoussé. Pourquoi la discussion n'aurait-elle pas lieu sur ce point entre les organisations de la classe ouvrière ? Pourquoi le Parti communiste français ne prendrait-il pas l'initiative d'une telle discussion ? Ne serait-ce pas là une initiative qui soulèverait l'enthousiasme des travailleurs, axerait leurs luttes, éveillerait l'espoir des classes moyennes ?

L'expérience est maintenant plus que concluante pour les militants communistes à qui leur Parti fait rechercher des alliés bourgeois capables de changer l'orientation du pays. Il n'y a pas d'interlocuteur bourgeois possible ; c'est seulement avec l'autre grand parti de la classe ouvrière, le P.S., qu'il peut faire l'unité d'action de parti à parti.

Si les allusions faites encore récemment par les dirigeants du P.C.F. aux discussions qui précéderont le pacte d'unité d'action de 1934 ne sont pas de pures formules littéraires qu'attendent-ils les uns et les autres, après l'échec des propositions de Mendès-France aux socialistes POUR ENTAMER LES POURPARLERS DE REALISATION DU FRONT UNIQUE P.C.F.-P.S. POUR LE PROGRAMME ET LE GOUVERNEMENT OUVRIER ?

C.E.D.

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE.)

L'affaire de la C.E.D. à laquelle nous venons d'assister est extrêmement éloquent. Les conditions d'application des conceptions stalinienues étaient quasiment idéales. Peut-on trouver un autre Etat que la France, où la bourgeoisie est aussi effrayée du réarmement allemand, pièce maîtresse de la politique atlantique en Europe, et où la pression suscitée par le Parti communiste peut être plus forte ? La diplomatie soviétique pensait, au cours de cet été, que la partie était gagnée ; les partisans acharnés de la C.E.D. qui sévissaient au gouvernement, les Bidault, Plevin, etc., s'étaient enfoncés dans la guerre d'Indochine. Il fallait passer la main à Mendès-France qui s'affirmait depuis des mois partisan de la paix en Extrême-Orient et qui avait gardé le silence sur la C.E.D. L'aider à faire rapidement la paix au Vietnam au moyen de quelques concessions inespérées, n'était-ce pas renforcer le courant anti-C.E.D., le courant pour la négociation entre les 4 ? Que cette bourgeoisie française à bout de souffle semblât à sèment manœuvrable. Quelques semaines plus tard, la C.E.D. était rejetée. Le Kremlin croyait pouvoir dormir tranquille de longs mois.

Le réveil a été désagréable. Les gouvernements bourgeois — qui ont un souci extrême des intérêts de leur classe — ont compris que s'ils laissaient traîner les choses, la décomposition se développerait et, sur-le-champ, ils ont su faire passer au second plan leurs divergences intestines pour maintenir le front contre les Etats ouvriers.

NOUS ne tarderons pas à voir les conséquences de cette situation nouvelle. Le Kremlin vient d'envoyer une note qui arrive bien tard pour freiner les impérialistes. Le pas effectué par ceux-ci sur la voie de la préparation à la guerre, le réarmement du capitalisme allemand, va à nouveau chauffer la « guerre froide » et décevoir ceux qui croyaient déjà à une longue ère de paix.

Que la diplomatie du Kremlin cherche à gagner du temps, à manœuvrer, il n'y aurait rien à dire sur ce point si, en même temps, cette politique n'était pas accompagnée de la part des Partis communistes, d'une politique à la remorque de toutes ces manœuvres diplomatiques. Celles-ci peuvent dans le meilleur des cas permettre au Kremlin de gagner du temps. Mais, sur le plan de la politique des Partis communistes, elle aboutissent dans tous les cas à des échecs, des déceptions, qui pèsent lourdement sur le mouvement ouvrier. La conception de la « coexistence pacifique » jadis entraîna pour les P.C. la collaboration de classe. Aujourd'hui, elle a abouti à cette politique lamentable, qui permet à un politicien bour-

geois du type des grossiers démagogues radicaux de passer pour une lumière parce qu'il a pu temporairement tirer la bourgeoisie française d'une impasse.

Sous prétexte de rechercher le statu quo sur le plan des relations internationales, la politique de la direction du P.C.F. a limité, freiné la lutte de classe. Alors que des militants communistes, à l'occasion de la discussion pour le Congrès de leur parti, demandaient au printemps dernier que soient mis en avant les arguments de classe contre la C.E.D., la direction préférait au nom de la lutte pour « l'indépendance nationale », se taire sur bien des questions afin d'accumuler les déclarations d'élus bourgeois. Elle croyait ainsi mettre le réarmement allemand en échec et rendre au P.C.F. une place et une audience dans les sphères parlementaires de la Quatrième République. Elle croyait aussi avoir réussi une opération de « front unique à la base » avec les socialistes, puisque la majorité du groupe parlementaire socialiste avait voté contre la C.E.D. Il n'a pas fallu deux mois pour que le rêve se dissipe.

IL ne peut y avoir de statu quo, de coexistence pacifique entre les classes, ni à l'échelle nationale ni à l'échelle internationale. Ce qui ne veut pas dire que c'est tous les jours la guerre en re Etats, pas plus que ce n'est tous les jours la grève à l'entreprise. Cela veut dire que le capitalisme ne désarme pas et qu'il exploite toutes les faiblesses, toutes les hésitations, toutes les erreurs des travailleurs, et qu'il se prépare pour une épreuve finale.

La seule « coexistence pacifique » que les capitalistes sont aujourd'hui prêts à admettre, c'est entre eux. Ne voyons-nous pas capitalistes français et allemands se préparant à de vastes accords pour exploiter non seulement les travailleurs de France et d'Allemagne, mais aussi le continent africain et les peuples qui l'habitent. Ce n'est pas la « coexistence pacifique » que les ouvriers doivent rechercher, mais leur unité d'action internationale. En particulier une des nécessités les plus urgentes, c'est une alliance des prolétaires de France — dont la majorité suit le P.C.F. — et des prolétaires d'Allemagne — qui suivent le P.S. allemand. La « coexistence pacifique » avec les Herriot, de Gaulle, etc. est un obstacle à cette alliance. Le front unique P.C.F.-P.S. en est une condition indispensable. Les travailleurs socialistes, malgré toutes leurs illusions parlementaires et pacifistes, se méfient d'une politique qui suit les méandres de la diplomatie du Kremlin. Ils regarderont avec confiance une politique qui s'adressera à leurs sentiments de classe et leur proposera des buts de classe.

P. F.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM

Prénom

Profession

Adresse

Abonnement

Je vous adresse la somme de

ABONNEMENTS :

1 AN: France: 300 fr. - Etranger: 500 fr.
Sous pli fermé: 600 fr.

Envoyer le bulletin ci-dessus et régler par mandat ou en timbres-poste à « La Vérité des Travailleurs », 64, rue de Richelieu, Paris (2^e).
C.C.P. 6965-68 PARIS

Le Gérant : P. FRANK.
Impr. St-Denis, 86, fg St-Denis

PERMANENCE

64, Rue de Richelieu
PARIS (2^e)

RIC. 03-52 et la suite
Métro : Bourse

Semaine, de 17 h. à 19 h,
le samedi toute l'après-midi

Diffusé par les N.M.P.P.